

A PROPOS DES "OUVERTURES" DU FANTOCHE THIEU...

LES IMPÉRIALISTES AMÉRICAINS
JOUENT LEURS DERNIÈRES CARTES

(page 7)

I'HUMANITÉ

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS!



ROUGE

I F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. LA SOURCE - 30226-72

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ÉTUDES
MARXISTE-LÉNINISTE AU SERVICE DES LUTTES
DES OUVRIERS, PAYSANS ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 7
JEUDI 3 AVRIL 1969

NI ÉLECTORALISME, NI BOYCOTT

NON à la fascisation!

Bien qu'ils aient des problèmes immédiats autrement plus aigus, une question sérieuse se pose, ces semaines-ci, aux travailleurs : celle du référendum. Deux courants erronés sollicitent leur prise de position : le révisionnisme qui les appelle à un non fictif, le gauchisme qui leur conseille l'abstention. N'y a-t-il pas une manière plus nette de s'opposer à la bourgeoisie qui tente de mettre, une nouvelle fois, les travailleurs au pied du mur ?

LE NON DES RÉVISIONNISTES

Le non du P. « C. » F. est un non au « pouvoir personnel », c'est-à-dire un oui « au rétablissement de la souveraineté du peuple français par l'abrogation des dispositions constitutionnelles établissant le pouvoir personnel » (1).

Le régime actuel n'est pas démocratique, retournons à la démocratie bourgeoise dit le P. « C. » F. Mais nous y sommes, nous ne l'avons pas encore quittée !

Comme si toute démocratie bourgeoise n'était pas foncièrement antidémocratique, n'était pas la dictature d'une minorité d'exploiteurs sur une majorité d'exploités. Des libertés, des droits sont bien reconnus au peuple ; mais le peuple ne peut les exercer que de manière très limitée. À qui sert principalement la liberté de presse, par exemple, si ce n'est pas aux bourgeois quand ceux-ci exercent leur mainmise sur les moyens matériels d'expression ? Briser la dictature qu'exerce la bourgeoisie sur le peuple, instaurer la dictature du prolétariat sur la minorité d'exploiteurs est le seul moyen pour assurer au peuple la véritable démocratie, la démocratie prolétarienne.

C'est pour cela que nous combattons. C'est à cela que s'oppose le P. « C. » F. en proposant un replâtrage de la démocratie bourgeoise avec la thèse de l'étape dite de « démocratie avancée ».

Mais les marxistes-léninistes ne négligent pas pour autant l'acquis démocratique même si ces libertés acquises sont à l'heure actuelle limitées et tronquées par l'oppression capitaliste ; car ces libertés sont utiles au peuple. Les marxistes-léninistes luttent pour préserver et développer ces libertés ; il ne sont pas indifférents aux formes que peut prendre la dictature de la bourgeoisie : démocratie bourgeoise, ou dictature terroriste ouverte — le fascisme. Cette dernière forme entraîne un accroissement énorme de l'oppression dont sont victimes les masses populaires, des souffrances supplémentaires inouïes. Tout en luttant pour la destruction de toute dictature bourgeoise les marxistes-léninistes luttent pour empêcher la montée du fascisme.

Ce n'est pas le parlementarisme et toutes les formes pourries d'exercice de la dictature bourgeoise que nous défendons ainsi, mais les libertés chèrement acquises par la lutte du prolétariat. C'est le parlementarisme et lui seul que défend le P. « C. » F., qui a soutenu la bourgeoisie surtout pendant et après mai dans ses mesures de répression contre les organisations révolutionnaires. En effet, que critique-t-il au fond dans le projet de loi soumis au référendum ? Il critique un texte « qui n'a été discuté par aucune assemblée » et qui propose d'instituer des conseils régionaux qui ne seront pas « élus au suffrage universel proportionnel et direct » (2). Ce qu'aurait voulu le P. « C. » F. c'est une « réforme régionale démocratique », c'est-à-dire le renforcement du pou-

voir de l'Etat « à la base », au niveau des départements groupés en région, mais avec participation « démocratique » des révisionnistes, comme pour les conseils paritaires à l'université !

Tandis qu'il tente par tous les moyens de briser le nouvel essor des luttes populaires, seul rempart contre le fascisme, le P. « C. » F. ne cherche qu'à participer à ce qui l'intéresse, réclame des postes aux côtés d'une bourgeoisie qui rechigne encore à les lui accorder.

Agent infiltré de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, le révisionnisme est le soutien principal du pouvoir de la bourgeoisie, le rempart le plus solide contre la révolution.

L'ABSTENTION DES GAUCHISTES

A cause du révisionnisme, alors que l'avant-garde marxiste-léniniste n'exerce pas encore sa direction sur la classe ouvrière et sur l'ensemble du mouvement révolutionnaire, des courants gauchistes se développent, principalement dans le mouvement étudiant, et secondairement sous forme d'anarcho-syndicalisme, dans la classe ouvrière. Quand le révisionnisme domine encore dans la classe ouvrière, il est inévitable que de tels courants se développent ; ils entraînent des erreurs dans la lutte qui peuvent, si elles se répètent, amener à de graves échecs. Lénine disait déjà que l'erreur représentée par « le doctrinarisme de gauche » était en 1920, mille fois moins dangereuse et moins grave que l'erreur représentée par le « doctrinarisme de droite » ; mais que cela venait uniquement de ce que cette tendance était de formation récente (3).

Le président Mao nous enseigne qu'il faut « mépriser l'ennemi sur le plan stratégique, mais en tenir le plus grand compte sur le plan tactique. »

Le gauchisme quant à lui, méprise en tout l'ennemi ; aussi bien sur le plan stratégique que sur le plan tactique ; il sous-estime la force momentanée de l'ennemi, ne tient aucun compte du niveau de conscience des masses comme de la situation concrète, et entraîne ceux qu'ils trompent sur des voies sans issue.

« Les communistes, nous enseigne Mao Tse tung, ne doivent jamais se couper de la majorité du peuple et, sans en tenir compte, progresser de façon aventureuse à la tête seulement d'une minorité avancée ; ils veilleront à établir des liens étroits entre les éléments avancés et la grande masse du peuple. »

Les révolutionnaires ont lancé le juste mot d'ordre de boycott des élections aux conseils universitaires dans les universités ; mais ils ont négligé d'expliquer largement aux éléments intermédiaires le sens de la loi Faure et du mot d'ordre de boycott. L'absence d'une propagande systématique auprès des éléments intermédiaires a fait que le succès du boycott n'a pas été aussi éclatant qu'il aurait pu être.

Le courant gauchiste fait campagne pour le boycott du référendum. S'il était entièrement juste de boycotter les élections-trahison de juin, le mot d'ordre actuel de boycott ne tient compte ni du contenu précis de la loi soumise au référendum, ni du niveau réel de conscience des masses.

Ce projet de loi prépare une aggravation de la répression contre le peuple. Il tend à créer, en la personne des préfets-gouverneurs, des détachements du pouvoir central d'État tout puissants permettant de renforcer la dictature de la bourgeoisie au niveau

des régions ; il tend à redonner vie à un corporatisme fascisant par la création de conseils régionaux formés de représentants des catégories socio-professionnelles désignées par le pouvoir.

S'abstenir, se tenir à l'écart du référendum peut faire croire aux masses que l'on se désintéresse de la lutte pour la défense des libertés, contre la répression. Le mot d'ordre de boycott suppose que les masses aient largement compris que la démocratie bourgeoise, les consultations électorales sont une profonde duperie. Il suppose que les larges masses sont à la veille de la révolution prolétarienne. « Le tout, dit Lénine, est justement de ne pas croire que ce qui a fait son temps pour nous (les communistes) a fait son temps pour la classe, a fait son temps pour les masses » (3).

En aucun cas le sort de la révolution ne se joue dans cette consultation. Il se joue à l'heure actuelle dans le développement des luttes de masse dans les usines, les facultés, les lycées, les quartiers.

Mais le rejet de ce projet de loi fascisant peut, de manière secondaire, contribuer à aggraver la crise de la bourgeoisie. Après mai, dans la situation de crise économique politique et idéologique extrême où elle se trouve, la bourgeoisie est divisée sur les solutions pour briser le mouvement révolutionnaire et faire retomber le poids de la crise sur le dos de la classe ouvrière. L'appui sur le réformisme, le révisionnisme est encore l'aspect dominant des solutions essayées par le pouvoir. La loi Faure, la loi sur les droits syndicaux, l'accord sur la « sécurité de l'emploi » en sont des signes révélateurs. Mais les dernières luttes populaires montrent que les ouvriers sont décidés à résister à l'offensive patronale et voient de plus en plus clairement que les accords au sommet entre bonzes révisionnistes et réformistes d'un côté, patronat de l'autre, sont conclus sur leur dos. Aussi une fraction fascisante se fait-elle entendre de plus en plus nettement pour proposer ses solutions de répression systématique : intervention des C.D.R. chez Hachette, licenciements systématiques des militants syndicaux, projet de loi sur les sanctions pénales dans les universités et les lycées...

Les communistes doivent être attentifs aux divisions dans le camp de l'ennemi et savoir les utiliser pour lui porter des coups plus rudes et barrer la route au fascisme.

C'est ceci qu'il faut expliquer aux travailleurs. La position des marxistes-léninistes est engagée, offensive, mais elle tient compte de l'état d'esprit des masses. Aussi a-t-elle toute raison d'être reprise et développée par elles si les marxistes-léninistes savent aller à elles et se comporter en propagandistes actifs.

« Notre point de vue, dit Mao Tsé-toung, doit être expliqué constamment et de façon répétée. Si on en parle seulement à une minorité, cela ne changera rien. Il faut le faire connaître toujours aux larges masses révolutionnaires » pour qu'elles s'en emparent et s'en servent comme d'une arme.

(1) Manifeste « pour une démocratie avancée... » du P. « C. » F., page 33.

(2) Appel du P. « C. » F. pour le « non au référendum ».

(3) Lénine « la maladie infantile du communisme, le gauchisme ».



Une semaine de luttes

PROLONGEMENT DES GREVES ENTAMEES LA SEMAINE PRECEDENT

- **JOINT FRANÇAIS A SAINT-BRIEUC** : troisième et dernière semaine de grève pour l'augmentation des salaires sur ceux de Bezons.
- **ACIERIE DE SAMBRE-ET-MEUSE A SAINT-BRIEUC** : troisième et dernière semaine de grève pour un remaniement des statuts.
- **ASSURANCES URBAINES** : deuxième semaine de grève.
- **INTERNATIONAL HARVESTER A SAINT-DIZIER (HAUTE-MARNE)** : grève pour la quatrième semaine de congés payés.
- **SCHLUMBERGER A GUEBWILLER** : grève pour l'augmentation des salaires.
- **ECOLE DE PHARMACIE** : quatrième semaine de grève nationale, avec occupations, pour un statut des études et de la profession.
- **ECOLE DE LA MARINE MARCHANDE** : deuxième semaine de grève nationale des élèves pour le statut de leurs études.
- **INSTITUT DES STATISTIQUES A PARIS** : deuxième semaine de la grève des étudiants pour la recomposition du collège électoral de l'Ecole.

LUNDI 24

- **DE WENDEL-SIDELOR A ROMBAS, KNUTANGE ET LA SOLLAC (MOSELLE)** : grève pour l'augmentation des salaires entraînant l'arrêt de travail de 500 ouvriers.
- **SEIZE ENTREPRISES METALLURGIQUES DE LA LOIRE** : début d'une série de débrayage.
- **SNECMA A CORBEIL** : débrayages quotidiens pendant toute la semaine pour la garantie des salaires.
- **SOCIETE METALLURGIQUE A ROANNE** : début d'une série de débrayages.
- **CARTONNAGES GARCEAU A EZY (EURE)** : débrayages pour l'augmentation des salaires.
- **DES AGRICULTEURS DE MAURIN (HERAULT)** dressent un barrage routier pour exiger du Gouvernement des travaux d'aménagement.
- **LYCEE LOUIS-LE-GRAND A PARIS** : grève avec explication contre le système des « concours blancs ».
- **LYCEE MICHELET A PARIS** : grève de la faim pour la libération des étudiants qui avaient occupés le rectorat, actuellement sous les drapeaux.

MARDI 25

- **PAPETERIES DE GASCOGNE A MIMIZAN (LANDES)** : début de la grève pour l'amélioration des classifications, la réduction du temps de travail sans perte de salaire et la suppression des sanctions.
- **SAMBON A PONT-AU-CHATEAU (PAS-DE-CALAIS)** : reprise de la grève pour l'augmentation des salaires et contre les menaces de déclassement.
- **TRANSPORTS URBAINS DE BOURGES** : grève illimitée.
- **CENTRE DE CHEQUES POSTAUX A LILLE** : début de la grève contre les sanctions à l'encontre de trois employés.
- **CHAUSSON A GENNEVILLIERS, LAVAL ET REIMS** : soixante-dix débrayages pour l'augmentation des salaires.
- **400 AGRICULTEURS DE LUDE (SARTHE)** détruisent le verger d'un industriel pour protester contre l'accès à la profession à des concurrents non agriculteurs.
- **500 AGRICULTEURS DE HAZEBROUCK** renversent quinze tonnes de pommes de terre devant l'Hôtel des Finances pour exiger l'augmentation du prix d'achat de leur production.
- **C.E.T. A COLOMBES** : grève.

MERCREDI 26

- **SAMBON A SAINT-NAZAIRE** : grève de solidarité entre les menaces de sanctions à l'encontre des mensuels en grève le 10 mars.
- **FORCLUM A BORDEAUX** : grève de 48 heures des salaires.
- **BABCOK-ATLANTIQUE A SAINT-NAZAIRE** : nouveaux débrayages.
- **CHAUSSON A ASNIERES** : débrayages pour l'augmentation des salaires.
- **CENTRE DE PARIS-GAZ ET PARIS-ELECTRICITE** : manifestation contre la diminution projetée des effectifs.
- **P.T.T. A PARIS-MONTPARNASSE** : grève de 30 heures.
- **P.T.T. A QUIMPER** : grève de 48 heures contre l'insuffisance des effectifs
- **ASSISTANTS DES HOPITAUX NON UNIVERSITAIRES A PARIS** : grève de 48 heures contre la suppression des possibilités de promotion.
- **INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES A PARIS** : riposte contre les fascistes venus empêcher la tenue d'une conférence.
- **U.E.R. DE DROIT - SCIENCES PO. A NICE** : grève illimitée contre les carences du système d'examens et de contrôle des connaissances.
- **ECOLES NORMALES D'INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES A NICE** : grève pour le maintien des classes de seconde en E.N.
- **LYCEE BUFFON A PARIS** : riposte à une conférence gaulliste sur le Biafra.

JEUDI 27

- **S.E.C.A.P. A ASNIERES** : grève d'une demi-journée pour le maintien des droits acquis.
- **LYCEE TECHNIQUE DE PUTEAUX** : manifestation contre les locaux vétustes.
- **CENTRE DE RECHERCHES E.D.F. DE CHATOU** : grève contre l'offre de travail à des sociétés privées, l'absence d'embauche et la compression avant la disparition de services.
- **TRI POSTAL DE LILLE-GARE** : grève de solidarité avec les grévistes du Centre de Chèques Postaux.
- **BERLIET A VENISSIEUX** : nouvelle série de débrayages contre la disparité des salaires.
- **FORGES ET ATELIERS DU CREUSOT** : nouveaux débrayages pour l'alignement des salaires sur la région poitouenne.
- **RHONE-POULENC A SAINT-FONDS** : débrayages avec meeting contre le lock-out de trois ateliers.
- **CENTRE REGIONAL D'ENERGIE A SAINT-ETIENNE** : manifestation contre la fermeture prochaine de l'entreprise.
- **LYCEE DE BASTIA** : grève avec manifestation pour la construction d'installations sportives.

VENDREDI 28

- **MASSEY-FERGUSON A LILLE** : reprise de la grève pour la réintégration de 22 licenciés, et grève de solidarité dans la région.
- **CREDIT DU NORD A LILLE** : grève de 24 heures.
- **OUVRIERS D'ETAT DES P.T.T.** : grève nationale de 24 heures, avec meetings, pour le reclassement des représentants syndicaux.
- **J.O.B. A SAINT-DENIS (HAUTE-GARONNE)** : débrayage pour l'annulation de sanctions.
- **INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES A PARIS** : manifestation violente contre les étudiants fascistes de l'Ecole soutenues par la police.
- **CENSIER A PARIS** : mobilisation de 3 000 étudiants pour empêcher la visite provocatrice de la faculté par les anciens de la 2^e D.B.

MARC LANVIN

victime de la terreur fasciste et des illusions révisionnistes

Neuf mois après les faits, aux assises de Saint-Omer, la justice bourgeoise n'a voulu voir qu'une affaire criminelle comme une autre, à propos de l'assassinat, à Arras, du jeune militant Marc Lanvin, par des hommes de main gaullistes :

Si le jeune meurtrier de Marc Lanvin vient d'être condamné à huit ans, le sursis est accordé au gorille André Velay, ancien repris de justice, ancien travailleur volontaire en Allemagne nazie, ancien légionnaire et responsable de l'équipe de fascistes qui fit feu sur le groupe de Marc Lanvin, le 29 juin 1968, afin de « protéger » la campagne électorale gaulliste d'Arras. Quant au patron de telles équipes, les Comités pour la « Défense de la République », autrement dit l'U.N.R., ses mains sont restées blanches aux yeux de la justice bourgeoise...

Pendant qu'à Arras, le C.D.R. local se fait ainsi oublier, quand il le faut, la gazette gaulliste « Le Courrier de Strasbourg » nous rappelle opportunément ce qu'est la nature fasciste de tels comités.

Sous forme de « vœux », ce journal déclare souhaiter « Interdire sur le plan national toute propagande subversive », « Proclamer l'état d'urgence si la situation s'aggrave », « Appliquer les mesures indispensables à la sauvegarde des idéaux de patrie, de progrès, de paix et de liberté »... (voir « Le Monde » du 30 mars, p. 10).

C'était déjà pour cette liberté et ces idéaux « démocratiques » que, le 29 juin, à Arras, des barbouzes trop zélés avaient tiré sur des colleurs d'affiches du candidat d'opposition locale : le triste Guy Mollet, représentant d'une éventuelle « solution de rechange » au gaullisme, pour les monopoles.

En d'autres temps, ce disciple de Jules Moch sut réprimer les mouvements populaires et mettre la main à la pâte de la

constitution gaulliste (voilà pour ses idées « subversives »...). Mais le P. « C » F. a la mémoire courte et l'alliance contre-révolutionnaire au sommet facile. Au nom de la « démocratie », lui aussi, il mobilisait donc ce militant en juin 68, pour faire élire ce politicien véreux, pour déclaré de la bourgeoisie. Et c'est pour cette politique électorale anti-ouvrière, que Marc Lanvin, fils d'ouvrier, et ouvrier lui-même, est tombé sous les balles fascistes : lui et ses camarades croyaient, certes, bien faire, avaient confiance dans leur parti au nom et au passé prestigieux ; les renégats W. Rochet et consorts ne sont que plus responsables de l'odieuse utilisation du mot « Communiste » qu'ils font, pour tromper une partie de la classe ouvrière.

Pour lui faire jouer un rôle de force d'appoint aux luttes électorales bourgeoises. Quitte à ce que la classe ouvrière paie les pots cassés de la bataille des bourgeois pour le pouvoir. Quitte à ce que la classe ouvrière reste inconsciente ou désarmée devant la montée du fascisme.

Marc Lanvin croyait se dévouer pour les intérêts du peuple : nous respectons sa mémoire, mais que sa mort serve à tous les camarades sincères de la J « C » et du P. « C » F pour qu'ils osent rejeter leurs illusions sur le P « C » F, refuser le révisionisme, et rejoindre aux côtés de l'avant-garde marxiste-léniniste le combat, classe contre classe, nécessaire pour enlever la montée actuelle du fascisme en France.

De l'Allemagne et l'Italie d'hier, à l'Indonésie, la Grèce, l'Espagne ou le Portugal, n'oublions pas que le meilleur allié du fascisme est la démobilité entretenue dans les rangs de la classe ouvrière par la social-démocratie et le révisionisme, au nom de la « démocratie avancée » et autres illusions électoralistes bourgeoises.

SOUSCRIPTION NATIONALE POUR LA BATAILLE DE « H. R. »

Nous publions aujourd'hui la première liste de la souscription nationale, qui nous est parvenue à ce jour.

Que tous les camarades s'organisent pour cette campagne nationale de soutien à notre journal.

Que chacun apporte la plus modeste contribution et tous ensemble nous vaincrons !

Grâce à vous, H.R. vivra !

- B. D., Paris : 100 F.
- B. G., Thones : 40 F.
- D. A., Menton : 40 F.
- M. R., Gonfaron : 40 F.
- N. J., Tucquenieux : 40 F.
- M. L., Paris : 100 F.
- Anonyme, Paris : 5 F.

- P. N., Rennes : 20 F.
- A. J. C., Paris : 40 F.
- Groupe de Soutien à H. R., Paris : 10 F.
- G. S., Paris : 10 F.
- J. P., Paris : 5 F.

Souscrivez...

SOUSCRIPTION NATIONALE DE SOUTIEN A « H. R. »

- NOM, PRENOM
- VILLE (adresse facultative)
- MONTANT DE LA SOUSCRIPTION

Abonnez-vous...

pour 6 mois : 20 F
pour 1 an : 40 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom
Prénom
Adresse

Adresser ce bulletin accompagné de son montant en timbres poste ou mandat-lettre à :
« L'HUMANITE ROUGE »

Boîte Postale 134 - Paris - 20^e

C.C.P. 30226-72 LA SOURCE

DERNIERE MINUTE :

Un groupe de marxistes-léninistes de Poitiers nous prie d'insérer :
Le 28 mars, à l'aube, les forces de répression arrêteront cinq militants ou sympathisants marxistes-léninistes. Quatre sont

appréhendés. Aux dernières nouvelles, ils sont encore sous les verrous.

Les marxistes-léninistes et tous les révolutionnaires continuent le combat.

SUR LE FRONT OUVRIER

ROULANTS DU SUD-OUEST :

PREMIERS ENSEIGNEMENTS D'UNE LUTTE EXEMPLAIRE

La grève de huit jours qui vient de paralyser presque complètement le réseau Sud-Ouest de la S.N.C.F. marque un nouveau degré dans l'élévation de la combativité des roulants, combativité qui s'est manifestée d'abord sur la région méditerranéenne, puis sur le Sud-Est. Quatre points sont en effet évidents :

1) la région touchée a été paralysée dans son ensemble. Géographiquement, c'est la plus étendue de la S.N.C.F.

2) la grève a duré huit jours, du 15 au 22 mars, ce qui, pour une grève partielle de cette ampleur, ne s'était pas produit depuis de nombreuses années.

3) le préavis a été définitivement enterré par les cheminots. Ou à tout le moins, il sera difficile de procéder à son exhumation, le chantage aux sanctions s'est donc soldé pour la S.N.C.F. par un fiasco.

4) cette grève a éclaté moins de quatre jours après la fin de la grève de vingt-quatre heures du 11 mars. Ce genre de mouvement n'est plus apte à remplir le rôle d'éteignoir qui était le sien avant mai 1968. Cette situation n'est d'ailleurs pas particulière à la S.N.C.F.

Il faudra donc que le pouvoir, la S.N.C.F. et les directions confédérales trouvent d'autres moyens pour « contenir » la volonté de lutte des roulants. Mais ça sera là une tâche dont ils ne pourront s'acquitter.

Rappelons que, comme les précédentes grèves (Méditerranée, Sud, Est, etc.), celle-ci avait comme objectif l'amélioration des conditions de travail par la nomination d'une quantité suffisante d'agents de conduite, la fixation d'un préavis pour les repos accordés, la réduction du nombre des périodes de travail de longue durée, l'augmentation du nombre de repos à la résidence etc. L'électrification et la modernisation, en effet ont été utilisées exclusivement pour accroître la productivité et diminuer les effectifs d'où une aggravation constante des conditions de vie et de travail des agents de conduite.

C'est à cette politique de la vis sans fin que les roulants ont décidé de mettre fin.

Ils ont déjà (sur la Méditerranée, le Sud-Est et l'Ouest) obtenu de larges satisfactions. En effet, la S.N.C.F. devant le danger d'une généralisation s'est empressée de donner satisfaction également aux roulants des autres régions dès la première « sommation ». Quant à ceux du Sud-Ouest, ils ont déjà obtenu gain de cause sur la question du préavis pour les jours de repos, et partiellement, pour un repos dominical par mois en famille.

Deux cent cinquante nominations de conducteurs seront enfin prononcées d'ici le 1^{er} avril. Les négociations continuent pour les autres points en litige.

Mais on peut déjà noter combien les fédérations en général, et la C.G.T. en particulier, ont été hors du coup dès le début. « Le mouvement est parti de la base », comme le note mélancoliquement *Le Monde* du 22 mars qui constate que « beaucoup (de travailleurs) ont tiré la leçon de mai et modifié en conséquence les modalités de leur action ».

Les bonzes, Ségué en tête sont atterrés. Bien sûr comme le geai qui se pare des plumes du paon, ils se préparent à s'approprier le bénéfice moral du succès des roulants, alors qu'ils n'ont fait que prendre le train en marche.

Mais leur préoccupation est toute autre. Toujours à la recherche d'un motif pour dire aux travailleurs que « le moment est inopportun pour se mettre en grève », ils ont les yeux fixés sur la ligne bleue du référendum (cela nous remettrait au 27 avril, c'est toujours autant de gagné !) Dans un édit publié dans *L'Humanité* du 20 mars, Ségué agit à nouveau cet épouvantail archi-usé : « Tout donne à penser que le gouvernement, avant même la Conférence de Tilsitt, a délibérément opté pour l'intransigeance en croyant sans doute provoquer sur le plan social, une situation dont il pourrait tirer avantage, à la veille d'un référendum qui lui inspire de sérieuses inquiétudes. »

Et voilà ! Au moment où le niveau des luttes devient dangereux pour le pouvoir des monopoles, ils se trouvent des « responsables » syndicaux pour accorder la priorité à la « paix sociale » nécessaire selon eux pour assurer la défaite (électorale !) du pouvoir. A un tel niveau la sottise ne serait pas une excuse. Mais il s'agit, non de sottise, mais de complicité.

Dès le 18 mars, les Directions fédérales C.G.T., C.F.D.T., F.O. et F.G.A.A.C., firent pression sur les roulants du Sud-Ouest pour qu'ils « suspendent » leur mouvement (titre de *L'Humanité* du 19 mars : « Les syndicats préconisent la suspension de la grève pendant la durée des négociations avec la Direction régionale »).

Deux fois, les cheminots s'y refusèrent. Si la troisième fois ils ont accédé en bon ordre et sans hâte aux injonctions de leurs Fédérations, cela provient en grande partie du fait que, ainsi que nous l'avons vu plus haut, la S.N.C.F. avait sérieusement « mollie ».

Mais S.N.C.F. et Bonzes syndicaux n'ont pas d'illusions à se faire. S'ils persistent à finasser et à vouloir duper les cheminots, ils se heurteront inévitablement à la volonté résolue de ceux-ci.

Même si cela doit troubler la sérénité de la période préréféréndaire.

LES CHEMINOTS des services administratifs « méditerranée » réproouvent l'exclusion arbitraire de la C.G.T. d'un de leurs camarades

Nous avons publié récemment la déclaration d'un cheminot de Marseille exclu de la C.G.T. à la suite de sa condamnation publique de l'attitude de la Direction confédérale pendant le mouvement de Mai. Les résultats des élections professionnelles pour les catégories dont ce camarade était l'un des représentants élus constituent une dure défaite pour l'appareil révisionniste qui a imposé cette exclusion par des manœuvres bureaucratiques.

Dans la catégorie « employés » la C.G.T. perd 45 voix passant de 119 à 74 voix, cependant que les autres syndicats progressent en pourcentage. Pour ce qui est du Comité mixte régional « Bureaux », la C.G.T. perd 125 voix, passant de 555 à 430 voix, cependant que là encore, les autres syndicats, (sauf F.O., qui s'effondre) progressent en pourcentage.

Ce fait est d'autant plus significatif que les candidats C.G.T. étaient connus pour leur opposition à la mesure d'exclusion prise à l'encontre de leur camarade. En s'abstenant en plus grand nombre, en votant « nul », ou C.F.D.T., de nombreux « administratifs » ont voulu signifier que, malgré leur sympathie pour les candidats C.G.T. locaux, ils entendaient désavouer la C.G.T., en tant qu'organisation.

C'est d'ailleurs bien ainsi que tous l'ont compris, ceux qui ont voté pour la C.G.T. inclus. Le même phénomène s'est reproduit dans d'autres centres où des exclusions arbitraires avaient été effectuées, parfois dès avant mai 1968.

Cela a été le cas sur l'arrondissement Matériel et Traction de Nevers-Clermont-Ferrand. Là, c'est en s'abstenant que les cheminots ont marqué leur désaveu de l'appareil révisionniste. De ce fait, la C.G.T. perd un siège de délégué chez les administratifs (où elle tombe de 49 à 19 voix). Dans cette catégorie près de 50% des cheminots n'ont pas voté.

Au dépôt de Clermont, la C.G.T. perd également un siège pour la même raison. Dans de nombreux autres centres, elle ne garde ses élus que de justesse, en perdant un grand nombre de voix.

Mais, les élections passées, la lutte des cheminots pour leur conditions de vie et de travail, contre le démembrement du Chemin de fer, bref contre l'Etat-patron, reste à l'ordre du jour.

Sans distinction, ils sauront s'unir autour de ceux qui, les premiers, auront osé se dresser contre la collaboration de classe incarnée par les appareils fédéraux. Les administratifs ne feront pas exception à cette règle.

Là aussi, rien ne sera plus jamais comme avant Mai 1968, et toutes les exclusions du monde n'y pourront rien.

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Malgré la puissance de leur appareil... Les dirigeants révisionnistes de la C.G.T. contiennent de payer leur trahison

	Inscrits	Exprimés	C.G.T.	F.O.	C.F.D.T.	C.F.T.C.	PGAAC	Divers	Abstent nuls
1969	276 500	239 455	156 713	19 245	50 209	7 589	5 085	614	37 045
1967	305 001	267 452	179 484	22 889	53 303	5 875	5 089		37 549
Différences en valeur absolue	- 28 501	- 27 997	- 22 774	- 3 644	- 3 094	+ 1 714	- 4	+ 614	- 494
différences en pourcentage	- 9,35 %	- 1,08 %	- 1,66 %	- 0,52 %	+ 1,04 %	+ 0,98 %	+ 0,22 %		+ 1,08

A quelques exceptions près, toutes les élections professionnelles qui se sont déroulées depuis la grande grève de Mai-Juin 1968 ont vu le recul de la C.G.T.

Ce recul a parfois été très important, comme chez Renault, où à la Rhodiaca, c'est-à-dire là où les gars se sont le plus battus, et ont donc été plus sensibles à la trahison des Ségué et consorts.

Mais ces derniers pensaient sans doute, à l'instar de Pétaïn — que « les Français ont la mémoire courte ». Avec le temps, espéraient-ils, — le ressentiment s'estomperait...

Les élections professionnelles du 12 mars 1969 à la S.N.C.F., ainsi que celles de la B.N.P.-Paris, parmi d'autres, — montrent qu'il n'en est rien.

A la B.N.P., sur 10.910 suffrages exprimés, la C.G.T. perd 1.032 voix par rapport à 1967, dont 713 dans le premier collège (employés d'exécution). C'est déjà considérable.

Mais les élections à la S.N.C.F. étaient attendues avec curiosité, car elles intéressaient un collège électoral de 316.512 électeurs dont 276.500 dans le premier collège (ouvriers et employés d'exécution), répartis dans toute la France, où l'influence du P.C.F. reste très forte.

Nous examinerons plus particulièrement les résultats du premier collège qui représente les 7/8 de l'effectif total, et qui au surplus, regroupe la totalité des éléments prolétaires de la corporation.

Ce tableau fait ressortir que, du fait de la compression continue des effectifs, il y a eu 28.000 votants de moins qu'en 1967, mais que le chiffre des abstentions, constant en valeur absolue, progresse de ce fait de près de 1,10 %.

Deuxième constatation : pour 27.997 suffrages exprimés en moins, la C.G.T. perd à elle toute seule 22.774 voix, soit l'équivalent de l'effectif complet de la Région Méditerranée. Cela représente — 1,66% par rapport à l'ensemble.

Autres constatations : la constance du recul de F.O., le progrès de la C.F.D.T., qui regagne très largement sur la C.G.T. et F.O. ce qu'elle perd au profit de la C.F.T.C. « maintenue ».

La même tendance au recul de la C.G.T. se retrouve dans les collèges maîtrise et cadres. Mais là, la C.F.D.T. recule aussi essentiellement au profit de la C.F.T.C. « maintenue ».

Quelles conclusions tirer de ces résultats ? A notre avis, les suivantes :

— les cadres réactionnaires ont « renforcé l'aile droite ». La C.F.D.T. a été la principale victime de cette tactique parce qu'elle est apparue comme l'organisation la plus « gauchiste ».

— dans le personnel d'exécution, par contre, la C.F.D.T. atteint 21% des suffrages exprimés alors que la C.G.T. régresse de 67,10 à 65,50 %, mordant sur les petites catégories.

La raison de cette progression est la même que celle de la régression constatée chez les cadres : aux yeux des cheminots les moins avertis, la C.F.D.T. est apparue comme plus « dure » que la C.G.T., laquelle « paie l'addition » des exhibitions de Ségué et autres moindres comparses.

Il va sans dire que la C.F.D.T. récolte les fruits de l'opportunisme de gauche qu'elle a manifesté depuis mai 1968, mais les travailleurs du rail ne tarderont pas à percevoir

à jour, les intentions véritables de la direction de cette centrale. Réformiste elle était, réformiste elle demeure.

Il va sans dire également, que des dizaines de milliers de travailleurs ont voté cette fois encore pour la C.G.T., tout en désapprouvant profondément sa politique de capitulation et de collusion avec le pouvoir.

La position majoritaire de la C.G.T., comme les progrès de la C.F.D.T., ne doivent donc pas faire illusion. Aucune de ces centrales ne représente les aspirations de la classe ouvrière. Les travailleurs devront donc lutter, à l'intérieur et à l'extérieur des organisations syndicales existantes, afin d'amener les éléments sains de celles-ci, à oser parler, oser lutter contre les appareils révisionnistes ou réformistes.

Ses éléments sains représentent l'immense majorité des militants et des masses. Il appartient aux militants révolutionnaires de leur donner une juste perspective de lutte classe contre classe, de les aider à démasquer les bonzes collaborateurs du patronat et de l'état-patron, et à s'organiser au sein de comités d'action, conseils ouvriers, ou toute autre forme d'organisation de combat des travailleurs à la base.

La persistance d'un climat de lutte, malgré les manigances des directions confédérales et fédérales, montre que les travailleurs et en particulier les cheminots acceptent de plus en plus difficilement les palinodies des manitous syndicaux.

Aidons-les à secouer au plus vite la tutelle de ces « gérants loyaux », complices conscients du pouvoir des monopoles, nous rapprocherons d'autant, le jour de leur commune défaite.

LES COMITÉS DE BASE

Première étape pour la constitution d'un syndicat révolutionnaire

(2^{me} partie cf « H. R. » n° 5)

**ETUDES MARXISTES-LÉNINISTES
DANS LES ENTREPRISES**

Comment créer un syndicat révolutionnaire dans lequel les travailleurs se reconnaissent, au lieu d'un appareil qui les écrase, une organisation centralisée qui soit une arme de lutte pour les travailleurs dans leur combat pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière, une arme pour la lutte de classe, et non un instrument de collaboration de classe.

Ce syndicat rouge que nous voulons tous créer ne nous tombera pas du ciel. Il sera notre œuvre. Nous, et nous seuls, travailleurs, pouvons et devons le construire, lui donner ce contenu politique de lutte de classe qui nous permettra de faire reculer les patrons jusqu'au moment où nous les déposèderons définitivement par la révolution et la dictature du prolétariat. Une telle organisation aura pour objectif la lutte résolue, classe contre classe, contre le capitalisme et tous les exploités, elle devra également lutter contre ceux qui se dévoilent de plus en plus clairement comme leurs meilleurs alliés : les révisionnistes, et contre leur idéologie dominante : le réformisme. Cela ne signifie pas qu'on doive partir en guerre contre les militants de base du P.C.F. et de la C.G.T., en les traitant de « traîtres, réformistes, agents du capitalisme... etc ». Tout véritable communiste doit comprendre que la majorité d'entre eux sont des militants trompés, et agir patiemment, sans sectarisme ni opportunisme avec eux, pour les arracher à l'emprise du révisionnisme.

Repeuplant, la classe ouvrière, pour être réellement à l'avant-garde de la lutte des masses, doit comprendre que nous ne pouvons construire un syndicat révolutionnaire qu'en démolissant les syndicats existants qui prétendent défendre les ouvriers pour mieux les bernier. Démolir, c'est-à-dire hâter leur processus de décomposition en les dénonçant à chaque occasion par un travail d'explication politique (et non pas par des injures).

Mais, simultanément à ce travail de destruction des vieux appareils pourris, nous ne devons pas laisser les travailleurs désorganisés, désarmés devant la répression capitaliste. Notre ligne pourrait donc se définir ainsi : **DEMOLIR EN AVANÇANT, AVANCER POUR CONSTRUIRE !**

Créer des Comités de Base dans les usines, les chantiers, les services administratifs, publics, c'est poser des jalons pour la construction d'une nouvelle centrale syndicale rouge.

Avant d'exposer ce qu'est un Comité de Base, de parler de ceux qui sont nés pendant, après Mai, il faut préciser qu'aucune forme d'organisation n'est en elle-même, capable d'apporter toutes les réponses aux problèmes de la lutte de la classe ouvrière et que tout dépend, bien entendu, du contenu politique, et aussi du contenu de classe d'une telle organisation. Cependant, les principes de départ des Comités de Base, là où ils se sont créés, semblent tous avoir un contenu commun, qui caractérise clairement l'étape que nous traversons : l'expression de la volonté de la majorité des travailleurs de secouer la toute puissance paralysante des vieux appareils pousseux, pour redonner vie à la démocratie ouvrière. Comme disaient les travailleurs de Rhône-Poulenc, à la fin de leur manifeste :

« Alors que l'on nous avait toujours rela parole, nous l'avons prise, nous avons appris à parler, et cela, c'est irréversible ».

Quels sont les traits caractéristiques des Comités de Base :

— Ils regroupent des travailleurs, syndiqués et non syndiqués, soit sur la base de l'entreprise, soit par département, par atelier.

— Ils sont l'expression de la volonté des travailleurs.

— Ils se réunissent pour discuter de

tous les problèmes de l'usine, de l'atelier, prendre collectivement des décisions.

— Ils élisent des délégués chargés de représenter le Comité. Ces délégués sont révocables à tout moment par les travailleurs.

A Rhône-Poulenc, l'organisation de tous les grévistes en Comités de Base a permis une participation massive à l'occupation de l'usine et beaucoup d'échanges entre les travailleurs. Elle a permis aux travailleurs de secouer l'inertie des syndicats, seules habilités, à l'époque, à discuter avec le patron. Elle a permis à toutes les initiatives, toutes les idées, de s'exprimer, et aux meilleurs de se développer.

Déjà, des travailleurs ont commencé à se regrouper, à s'organiser à la base : syndiqués et non syndiqués, français et immigrés, par usine, par atelier, par chantier, etc... pour discuter des problèmes des conditions de travail : cadences horaires, paies, etc... des licenciements, de tous les problèmes de la vie de l'usine : attitude des patrons, des syndicats, pour échanger des informations sur ce qui se passe dans différents secteurs de l'usine (particulièrement important pour les grosses boîtes) ; puis, pour décider d'actions à mener.

L'activité d'un Comité de Base va donc de l'information à l'action ; elle passe donc nécessairement par l'analyse précise, à partir de faits concrets, de la situation dans l'entreprise, pour que l'action décidée soit valable. Ce n'est évidemment pas parce que les Comités de Base se placent à contre courant des syndicats réformistes, instruments de collaboration de classe, qu'ils doivent mener des actions aventuristes. La lutte de la classe ouvrière n'a rien à voir avec l'aventurisme, et les travailleurs se chargeront bien de montrer qu'ils n'ont besoin de personne pour faire des analyses justes d'une situation et décider eux-mêmes, en fonction de cela, ce qu'ils doivent faire : eux-mêmes, et non pas tel bonze révisionniste qui voit l'exploitation et la vie de l'usine de très loin, assis confortablement dans son fauteuil, et derrière son bureau de permanent. Un Comité de Base n'a pas de permanents syndicaux, pas de délégués au Comité d'Entreprise, rétribués pour sabler le champagne en compagnie des patrons, qui arrachent, certes, quelques miettes aux capitalistes, mais, de compromis en compromis « vouent à l'oubli — comme l'écrit le Camarade Staline — les intérêts généraux du prolétariat ». Les délégués du Comité de Base, élus par tous leurs camarades, sont révocables à tout moment, leur mandat ne peut excéder un certain temps, ils n'ont aucun avantage particulier, sauf, peut-être, celui d'être repérés par les patrons comme des « meneurs », et toute la garantie qu'ils peuvent avoir, c'est la solidarité de leurs camarades de travail, qui les soutiendront jusqu'au bout, parce qu'ils sont des leurs, frères dans la lutte, parce qu'ils les reconnaissent comme la leur cette organisation qu'ils ont créée, qu'ils ont en main, contrôlant totalement, où tous peuvent s'exprimer, qui est vraiment représentative de la volonté de tous.

A travers cette forme d'organisation, les travailleurs peuvent donc retrouver la démocratie ouvrière et, aussi, redonner son vrai visage, toute sa juste valeur à cette fameuse unité, tellement défigurée par les discours trompeurs et les simagrées des dirigeants révisionnistes, dans leurs rencontres au sommet avec les Mollet, Mitterrand, et autres Jules Moch, matraqueurs de la classe ouvrière depuis 40 ans. Ils pourront concrétiser ce mot d'ordre de Georges DIMITROV : « UNITE SEULEMENT PAR LES SOMMETS : JAMAIS ! UNITE A LA BASE ET AU SOMMET, QUELQUEFOIS ! UNITE A LA BASE : TOUJOURS ! »

C'est pourquoi la création de Comités de Base sur tous les lieux de travail est

la première étape, celle où les travailleurs pourrons, en s'épaulant dans la lutte contre les vieux appareils syndicaux, secouer leur emprise paralysante, acquérir une conscience plus claire de leur situation et s'armer réellement, en se formant mutuellement, en apprenant les uns aux côtés des autres, toujours plus avant, pour la lutte classe contre classe contre les patrons. Mais il est nécessaire d'envisager la deuxième étape, qui est la construction d'un authentique syndicat révolutionnaire, qui soit une arme efficace de lutte entre les mains des travailleurs.

Nous ne construisons pas des Comités de Base dans notre usine, notre chantier, pour en rester là. Tout d'abord, parce que l'exploitation n'est pas le fait d'une seule entreprise, mais existe à l'échelle des diverses branches d'une même industrie, des trusts, à l'échelle de l'Etat Patron, à l'échelle mondiale. Les capitalistes ont compris depuis longtemps l'efficacité de la coordination, de la centralisation et nous devons comprendre que, dans notre lutte, nous ne pouvons rester cantonnés dans notre usine, dans notre atelier. La deuxième étape, celle de la centralisation de ces organisations démocratiques, nées de la lutte des travailleurs, est absolument nécessaire. Il ne s'agit pas d'anticiper, de « mettre la charrue avant les bœufs », mais de se fixer comme but la préparation d'un Congrès des Comités de Base. Il ne nous appartient pas de fixer ce congrès dans le temps. Tout dépendra du degré de développement des luttes des Comités de Base, mais nous devons l'envisager, et travailler dans ce but est nécessaire. Ne pas envisager cette étape de centralisation serait, en se cachant derrière le spectre de la bureaucratie, et en se gargarisant avec la « démocratie pure » refuser, en fait de prendre ses responsabilités dans la lutte. Si les conceptions de l'unité à la base doivent être plus que jamais vivantes au sein de la classe ouvrière, les conceptions de l'anarcho-syndicalisme sont, elles, dépassées, et nous devons les combattre comme des conceptions rétrogrades, néfastes à la lutte des travailleurs : elles sont une caricature de la démocratie ouvrière, comme la bureaucratie des appareils révisionnistes est une caricature du centralisme.

C'est pourquoi il nous faut bien saisir toute l'importance de cette forme d'organisation, capable d'unir centralisme et démocratie, et apporter tous nos soins à la construire, à l'édifier. Encore une fois, rien ne nous tombera du ciel, et il faut savoir découvrir, au milieu des tâtonnements et des erreurs de tous les travailleurs qui s'essaient à de nouvelles formes d'organisation, ce qui est positif, les idées justes, qui doivent se développer. C'est là que les militants d'avant-garde ont un rôle important à jouer et c'est sûrement une forme d'organisation où peuvent se développer de manière des rapports entre l'avant-garde et les masses, où les militants peuvent mettre tout en œuvre, par un contact très étroit, avec leurs camarades moins politisés qui ont déjà des positions justes sur la lutte contre le capitalisme, une conscience de classe, des positions de classes fermes, mais ne savent pas comment s'organiser, mener la lutte, etc...

Pour mener à bien ce travail d'organisation, les militants doivent tout d'abord bien saisir la situation dans laquelle nous sommes actuellement : la classe ouvrière française est entraînée de secouer l'emprise de plus de 20 ans de parasitisme, de bureaucratie paralysante, démobilitatrice. Un peu comme un malade qui a passé de longs mois dans une chambre cafeutrée redécouvre la vie, les travailleurs redécouvrent la démocratie ouvrière : droit de parler, de prendre des décisions, d'agir. Nous devons saisir pleinement ce besoin, y compris à travers les formes parfois

maladroites et pas toujours justes par lesquelles il s'exprime. C'est pourquoi il est essentiel que le Comité de Base soit une organisation où il y ait la possibilité pour tous les travailleurs de s'exprimer le plus largement possible. Il faut bannir toute méthode bureaucratique de notre travail. Il faut en finir définitivement avec ces réunions où l'on ferme la bouche aux ouvriers « parce que ce n'est pas l'ordre du jour », où les bonzes se succèdent à la tribune, lisant des rapports insipides et stéréotypés qu'on fait approuver précipitamment à la fin de la séance au moment où les travailleurs n'ont qu'une hâte : rentrer chez eux. Si les méthodes de travail des camarades déjà formés politiquement s'apparentent de près ou de loin à cela, ils ne devront pas s'étonner de ne pas être suivis par leurs camarades moins politisés.

Dans notre activité « une direction juste doit toujours se fonder sur le principe suivant : partir des masses, pour retourner aux masses. Cela signifie qu'il faut faire la somme de tous les avis des masses (dispersés, non systématiquement), puis les porter de nouveau aux masses (mais généralisés et systématisés après étude), les diffuser et les expliquer, en faire des idées des masses elles-mêmes, afin que celles-ci les maintiennent fermement et les traduisent en action et, dans le même temps, vérifient dans l'action même des masses la justesse de nos idées. Puis il faut encore une fois faire la somme des avis des masses et, encore une fois, les leur porter pour gagner leur ferme soutien. Et le même processus devra se poursuivre indéfiniment. De cette façon, à chaque nouvelle confrontation avec les masses, ces idées deviennent toujours plus justes, plus vivantes et plus riches. C'est ce qu'enseigne la théorie marxiste de la connaissance. Mao Tsé-Toung » : A propos des méthodes de direction ».

Le militant doit également savoir comprendre ce que sont ses camarades d'usine, d'atelier, ce qu'ils pensent, ressentent, et non pas plaquer sur eux des idées toutes faites, des impressions subjectives : « Dans tout travail avec les masses, nous devons partir de leurs besoins, et non de nos propres désirs, si louables soient-ils (Mao Tsé-Toung).

Ceci ne veut nullement dire que le militant ne doit pas combattre les idées erronées, s'il en rencontre chez les travailleurs : les idées réformistes, aboutissant à la collaboration de classe, en se limitant à une amélioration apparente des conditions de vie des travailleurs ; les conceptions visant à constituer des îlots de pouvoir révolutionnaire (ouvrier, étudiant, paysan), la coordination de ces pouvoirs devant faire se liquéfier le pouvoir d'Etat, en oubliant que celui-ci a les moyens de détruire, les uns après les autres, ces pouvoirs ; les idées anarcho-syndicalistes qui cultivent la spontanéité et visent la nécessité d'une organisation du prolétariat. Pour mener à bien cette lutte idéologique, tout militant qui se réclame d'idées révolutionnaires d'avant-garde devra toujours appliquer dans son travail de mobilisation, d'organisation le principe « Faire la somme des idées des masses et les porter de nouveau aux masses afin qu'elles les soutiennent fermement et, ainsi, élaborer des idées justes pour diriger le travail ». C'est ainsi, et dans ce sens seulement qu'on pourra parler de méthodes correctes de direction, et même de direction tout court, dans une organisation telle qu'un Comité de Base, dans ce sens que pourront s'établir des rapports des rapports corrects pour un travail concret, positif, à l'intérieur d'un Comité de Base entre certains travailleurs, reconnus par les autres comme dirigeants, et ces travailleurs qui doivent apprendre, eux aussi, à devenir des cadres pour la lutte.

SAINT-BRIEUC : Premières leçons de 3 semaines de lutte

Les grèves du Joint Français et de Sambre-et-Meuse sont aujourd'hui terminées. Gageons que les travailleurs sauront aujourd'hui tirer les leçons de ces trois semaines de lutte.

Les deux petits échos ci-dessous, que nous avons reçu d'un groupe de travailleurs de Saint-Brieuc, en tirent déjà quelques-unes.

Au JOINT FRANÇAIS, la grève continue depuis le 8 mars, le service d'entretien avait débrayé à ce moment là ; le reste de l'usine s'est mise en grève le 12 mars.

Des provocations policières ont eu lieu à plusieurs reprises ; le piquet de grève garde l'entrée de l'usine. Pour sortir, le patron a dû appeler la police, il est sorti glorieusement dans le panier à salade. On voit bien que les flics sont là pour protéger les patrons.

Une manifestation improvisée a eu lieu en ville, elle regroupait à peu près 500 personnes. Après 10 jours de grève dans toute l'usine, les discussions avec la direction n'ont abouti à rien, le patron propose 2 % d'augmentation.

Si le patron s'obstine, les travailleurs sont décidés à occuper l'usine, ils sont bien décidés à aller de l'avant, forts de

leur unité à la base, et à mettre fin aux salaires de misère qui leur sont versés. Avec 230 AF/heure ; il n'est pas facile de vivre.

Ils ont organisé eux-mêmes des collectes en ville, les lycéens de leur côté en ont également fait. La C.F.D.T. a promis 7,70 F par jour de la caisse de grève à ses adhérents, quant à la C.G.T. « trop pauvre », elle ne donne rien.

A SAMBRE et MEUSE, la grève continue dans l'atelier de modelage (20 personnes) ; elle dure depuis le samedi 8 mars. La grève est bien partie de la base, et les dirigeants syndicaux se sont contentés de prendre le train en marche. A un meeting où le dirigeant C.G.T. vantait les mérites de son syndicat qui, disait-il avait organisé

cette grève, un manœuvre est intervenue : « Ecrase-là, dis donc. Ce sont les manœuvres qui ont organisé cette grève, et non pas les syndicats ».

Des doutes planent chez les travailleurs sur l'intégrité de certains responsables C.G.T. qui semblent parfois être « de méche » avec le patronat. Très durs en paroles et en public contre les patrons, plus coulants dans les contacts privés. A la sortie d'une entrevue avec le patronat le responsable C.G.T. déclarait : « Les patrons ont vraiment fait leur maximum, ils ne peuvent vraiment pas faire plus ; alors il faut être raisonnable et reprendre le travail ». Le Président MAO TSE-TOUNG dit que les Révisionnistes sont de meilleurs défenseurs de la bourgeoisie que les bourgeois eux-mêmes », des agents des patrons infiltrés dans la classe ouvrière »

MAO TSE-TOUNG nous a appris à voir juste sur ce que sont les révisionnistes.

Quant à la ligne de masse, elle n'est pas appliquée : on ne tient pas toujours compte aux travailleurs de l'état des discussions avec les patrons, les responsables syndicaux se comportent comme des bureaucrates qui décident trop souvent seuls au lieu de consulter l'ensemble des travailleurs. Malgré ces manœuvres les travailleurs unis à la base ont obtenu 31 centimes de plus par heure pour la fondrie et 20 centimes de plus pour les autres ouvriers.

Le modelage n'a encore rien obtenu, et beaucoup de travailleurs découragés quittent l'usine pour aller chercher du travail ailleurs.

Voilà le triste résultat des négociations par petits secteurs. On isole les travailleurs les plus combattifs, on brise leur lutte.

LA FORCE DES TRAVAILLEURS, C'EST LEUR UNITE A LA BASE ET DANS LA LUTTE.

Un groupe de travailleurs marxistes-léninistes de Saint-Brieuc.

LES COMITÉS DE BASE DANS L'ACTION

A NORD-AVIATION (Méaulte) :

Intensification de l'exploitation et de la répression

GRANDIN (Montreuil)

contre le sale système des primes



Le PROLETAIRE est fait par des ouvriers de diverses usines d'Albert qui luttent pour un véritable syndicat révolutionnaire continuant ainsi les glorieuses traditions de la CGT, dont la direction est aujourd'hui aux mains de traîtres, pour cela ils sont provisoirement regroupés dans un conseil ouvrier pour entamer la lutte.



L'ÉTINCELLE

Journal du Comité de Base Adrienne SAUTON (Grandin-Montreuil)

N°2
26 Mars
1969

Les travailleurs de Nord-Aviation voient de jour en jour les conditions de travail se détériorer. Depuis 2 ou 3 mois la direction envoie systématiquement ses chronos étriller les travailleurs.

— Diminution des temps.
Conclusion :
— Augmentation des cadences.
— Diminution des salaires (boni).
En fait le patron fait diminuer les temps, ce qui oblige le travailleur à TRAVAILLER PLUS VITE ET PLUS ; jusqu'au jour où il ne pourra plus soutenir la cadence.

QUE FAIT LA C.G.T. ?
NOUS n'avons que faire des bavardages au sommet ; mais nous voulons engager l'action à la base, dans chaque atelier et faire échec à la politique patronale qui veut faire de nous de véritables robots.
NON A L'AUGMENTATION DES CADENCES.

LUTTONS MAIN DANS LA MAIN EN BOYCOTTANT SYSTEMATIQUÉMENT LES CHRONOMETRAGES.

D'autre part la direction laisse peser sur les ouvriers un CLIMAT D'INSECURITE et se sert de METHODES POLICIERES à l'égard des travailleurs qui luttent contre l'exploitation.

En effet lors de la dernière grève, le directeur s'est promené dans les ateliers notant sur un carnet les noms des grévistes. D'autre part ce dernier a appelé 3 chefs d'équipes grévistes et leur a signifié qu'ils n'auraient plus le droit d'assister aux réunions mensuelles de maîtrise de l'atelier. Allant plus loin il les menace de mesures encore plus sévères, telle que le licenciement.

Nous ne pouvons admettre cela et nous disons à messieurs les patrons que notre patience a des limites et que viendra bientôt le jour du grand coup de balai.

LUTTONS CONTRE LA REPRESSION DANS LES USINES

AVENIR INCERTAIN POUR LES TRAVAILLEURS DE NORD-AVIATION

La fusion entre les sociétés Sud-Aviation, SEREB, et Nord-Aviation a été décidée par le gouvernement.

QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE POUR LES TRAVAILLEURS ?

D'après Messmer : il y aura licenciement de personnel non spécialisé et de cadres et techniciens de bureau d'étude. C'est-à-dire que des travailleurs seront mis à la porte et que certains cadres extérieurs à Méaulte viendront prendre la place de travailleurs comme cela s'est déjà vu lors de précédentes concentrations.

POURQUOI LA C.G.T. N'EN PARLE PAS ?
— Elle attend d'être informé officiellement (LE MONDE du 21-2-69). C'est-à-dire au dernier moment pour que les travailleurs ne puissent engager aucune action de masse contre le gouvernement. La C.G.T. pratique une fois de plus une POLITIQUE DE TRAHISON, NE DEFEND PLUS LES INTERETS DES TRAVAILLEURS, COLLABORE AVEC L'ENNEMI.

Camarade, n'attendons pas ces beaux phraseurs pour nous défendre ; ORGANISONS-NOUS, DEMANDONS DES COMPTES AUX DELEGUES !

NON AUX LICENCIEMENTS !
DEMASQUONS LES DIRIGEANTS TRAITRES DE LA C.G.T.

UN TRACT DEMAGOGIQUE !

Le bureau syndical C.G.T. de Nord-Aviation vient de publier un tract démagogique sans aucun contenu de classe. On y parle de « vie privée de l'homme, de liberté » dans un sens tout à fait BOURGEOIS tandis que les attaques contre le directeur de l'usine sont tout à fait respectueuses. ON SE MOQUE DES TRAVAILLEURS.

D'autre part on y parle de « l'attachement important que l'homme et plus particulièrement les Français donne à sa liberté totale ». C'est-à-dire d'une part que les travailleurs étrangers peuvent être brimés, peu importe ; que d'autre part les patrons (ils sont — eux aussi — des hommes) peuvent être libres d'exploiter les autres, QU'EN PENSE LES TRAVAILLEURS !

Quant à nous, nous ne voulons pas de grands mots mais de l'action ; une lutte contre les mauvaises conditions de travail ; contre la Bourgeoisie ; pour l'instauration du socialisme.

TELS SONT NOS OBJECTIFS -
Article extrait du « Prolétaire » journal du conseil ouvrier d'Albert (Somme)

Extrait de « L'Étincelle », bulletin du Comité de Base Adrienne Sauton. Le comité de base de chez Grandin a pris le nom d'Adrienne Sauton. Qui était Adrienne Sauton ?

Elle travaillait chez Grandin depuis 13 ans. En mai, les grévistes ont pu mesurer son dévouement à la cause ouvrière. Adrienne Sauton, âgée et habitant loin de l'usine, venait, quelques fois à pied, au piquet de grève avec de la nourriture pour les grévistes. Adrienne Sauton est morte d'une crise cardiaque provoquée par l'arrivée des flics appelés par Grandin en juin.

Le Comité de Base a décidé à sa première assemblée générale de prendre son nom pour rendre hommage à son dévouement à la cause ouvrière. Honorer la mémoire d'Adrienne Sauton c'est dénoncer la véritable nature des patrons et de ceux qui sont tout pour nous laisser désarmés face à eux.

L'augmentation des salaires d'après mai était déjà maigre, mais Grandin, avec son sale système des primes, a réduit encore plus la sauce : quelques centimes sur le taux horaire. Aussi, la lutte pour l'intégration de toutes les primes dans le taux horaire est un préalable à une lutte efficace pour l'augmentation des salaires.

Ce qu'il faut, c'est arriver à gagner la suppression du système des primes. Le seul rôle de ce système est de permettre à Grandin de jouer sur une partie de notre salaire pour le réduire au minimum et faire le profit maximum. Ce système rend les feuilles de paye incontrôlables. Ainsi il peut nous voler à son aise.

Sur les chaînes, nous travaillons toutes de la même façon, pourtant la prime n'est pas la même pour toutes Pourquoi ?

En fait, il apparaît que le patron prévoit un total de primes qu'il répartit selon son bon vouloir. Il crée ainsi la division sur les chaînes.

Enfin, la prime est aux mains du patron une arme de chantage pour

imposer ses cadences infernales et ses rendements abusifs.

Notre revendication, c'est la suppression du système des primes par l'intégration de toutes les primes dans le taux horaire.

Cela donnera les résultats suivants :
OS 1 : 4,20 F de l'heure, 5,25 F par HS. (Heure supplémentaire).

OS 2 A : 4,40 F de l'heure, 5,50 F par HS.

OS 2 B : 4,60 F de l'heure, 5,75 F par HS.

Alors nous pourrions contrôler nos feuilles de paye. Ce sera plus clair !

Demain commence aujourd'hui. C'est à nous, travailleuses, travailleurs, qu'il appartient de défendre nos intérêts.

Pour faire céder Grandin, formons un front uni. Pour cela, discutons de toutes les causes de nos malheurs.

C'est en luttant au coude à coude que nous renforcerons notre accord et que nous irons à la victoire contre Grandin qui s'enrichit sur notre dos.

AGRESSION

Mercredi 12 mars, trois membres du Parti dit « Communiste » Français ont attaqué un ouvrier de Kléber qui diffusait un tract du Comité de Base.

Ils se sont permis cela parce que les ouvrières n'arrivaient pas encore massivement. Une ouvrière qui se trouvait dans le café d'à côté a soutenu courageusement l'ouvrier.

Ils se sont opposés de fait à la préparation d'un débrayage auquel appelait le tract du Comité. Il apparaît bien que ces éléments étrangers à l'usine aient décidé à la place des ouvrières qu'il fallait manifester le 11 et ne plus rien faire le 12.

Autrefois, ils avaient la confiance de la classe ouvrière.

Ensuite, ils se sont dits être les représentants de la classe ouvrière.

Voilà maintenant qu'ils veulent s'imposer à la classe ouvrière.

Cela montre qu'ils ne sont plus les représentants de la classe ouvrière.

Exemple tourangeau de la trahison de la C.G.T.

Chez SCHMID, exclusion d'un militant actif

POURQUOI J'ETAIS ENTRE A LA C.G.T. ?

● En mai, chez Schmid la grève a été déclenchée de la façon suivante : un délégué C.G.T. a demandé le vote de la grève à bulletin secret, sans revendications précises, insistant seulement sur le fait qu'elle était nécessaire, fatale, en raison de la grève des transports, lesquels sont indispensables au bon fonctionnement de l'usine. La grève est votée à 51 %.

Quatre jours plus tard, ce même délégué proposait un nouveau vote, cette fois pour la reprise du travail. Là, il se heurte à un refus catégorique du piquet de grève, dont je fais partie.

Le 7 juin cependant, il parvint à imposer le vote, toujours à bulletin secret, vote auquel participent les chefs, les cadres, ingénieurs et même le patron !!! La grève prit fin.

● Devant une telle attitude des camarades du piquet de grève et moi-même avons entrepris une campagne de dénonciation de ce délégué de l'usine.

A cette époque, l'union local C.G.T. n'a rien fait pour tenter de le défendre : en effet, le défendre devant les travailleurs pour qui sa trahison était une évidence réelle, aurait été pour la C.G.T. reprendre à son compte cette trahison c'est-à-dire avouer que telle était sa politique sur le plan national.

Par manque d'information à cette époque, les travailleurs de chez Schmid n'étaient pas encore arrivés à cette conclusion. La C.G.T. le savait : c'est pourquoi elle laissa croire que nous avions affaire à un mauvais délégué.

Si je me présentai sous l'étiquette C.G.T. c'est qu'alors la C.G.T. m'apparaissait comme le syndicat le plus fort, celui aussi (le seul) dont les statuts fixent comme but de l'activité militante des travailleurs l'abolition du patronat et du salariat : la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

1. — Un délégué n'a le droit de prendre aucune initiative même si ces initiatives vont dans le sens d'un véritable travail de délégué.

Ainsi par exemple, le 12 février, jour où la C.G.T. lança un mot d'ordre de débrayage je proposai aux autres délégués C.G.T. que : au lieu que chacun rentre tout simplement chez soi

— d'une part, nous organisons une discussion avec les ouvriers grévistes ;
— d'autre part nous allions voir les ouvriers non grévistes afin de leur demander si eux n'avaient pas de revendications à faire car je considère qu'une des principales tâches du délégué est :

a) d'informer les travailleurs le plus possible,

b) de s'informer auprès de tous les travailleurs de leurs revendications personnelles et immédiates, et que ceci est le principe même de la démocratie.

Pourtant les autres délégués refusèrent catégoriquement, la proposition ne venant pas de l'union locale.

Comment la direction d'un syndicat peut-elle prétendre représenter vraiment les travailleurs alors qu'elle est complètement coupée d'eux, même à l'échelon le plus bas de sa hiérarchie c'est-à-dire au niveau du délégué ?

2. — Le délégué n'a pas le droit de faire des interventions personnelles, par exemple lors d'un congrès.

Le 28 janvier, au congrès départemental organisé par la C.G.T., après les interminables discours des dirigeants départementaux, on voulut bien m'accorder le micro pour poser des questions. Je posai des questions précises sur l'attitude de la C.G.T. vis-à-vis de la participation, sous prétexte que cette question n'était pas à l'ordre du jour, on y répondit tout à côté.

Quand l'ordre du jour des congrès de la C.G.T. sera-t-il composé de ce qui intéresse vraiment les travailleurs et dont ils ont le plus besoin d'être informés ?

La C.G.T. va-t-elle attendre que la participation soit mise en place pour expliquer (si toutefois même elle le fait) aux travailleurs ce qu'elle est réellement, quand va-t-elle comme elle le dit elle-même « dénoncer l'idéologie de collaboration de classes que comporte le soi-disant intéressement des travailleurs à l'expansion de l'entreprise ».

COMMENT J'AI ETE EXCLU

1. — Des avertissements.
— le 7 mars dans le « Bidon » journal de la cellule Schmid du P.C.F. un article intitulé « Le révolutionnaire » appelle les travailleurs à se méfier de moi ;

— le 11 mars lors du meeting organisé par plusieurs centrales syndicales, dont la C.G.T., je me suis vu interdire l'entrée de l'Hôtel de Ville par le service d'ordre du Parti « Communiste » Français, averti par la C.G.T. des faits ci-dessus.

— le 18 mars un tract diffamatoire appelant les adhérents à se rassembler.

2. — La réunion d'exclusion
Les adhérents de la C.G.T. chez Schmid sont environ 50.

10 répondent à la convocation, 7 votèrent l'exclusion.

Ce qu'on me reproche en fait, c'est de ne pas appartenir au P.«C.»F., d'avoir une ligne politique différente non pas de celle de la C.G.T. puisqu'elle prétend ne pas en avoir, mais bien de la seule que puisse admettre la C.G.T., celle du P.«C.»F.

Le lendemain un tract était distribué chez Schmid, dans lequel étaient annoncées non seulement mon exclusion de la C.G.T., mais aussi la décision de la C.G.T. de me retirer mes mandats de délégués du personnel et de délégué au Comité d'Entreprise, postes auxquels j'ai été élu par l'ensemble des travailleurs de chez Schmid.

Le tract finissait par cette phrase : « Afin qu'aucun doute ne subsiste, la direction de l'entreprise a été informée de cette décision ».

En effet, qui, plus que le patron, pouvait se réjouir d'une belle nouvelle ? En m'excluant, la C.G.T. lui a donné pleine satisfaction.

UN HASARD ? NON. La C.G.T. dirigée par le P.«C.»F. n'est plus un syndicat révolutionnaire. Ce qui vient d'arriver chez Schmid n'est pas un cas isolé : tous les cégétistes, surtout depuis le mois de mai, qui ont compris qu'un syndicat de luttes de classes doit être dirigé par un parti révolutionnaire, ce que le P.«C.»F. n'est plus. (Mai l'a amplement prouvé), tous ces cégétistes sont exclus bureaucratiquement par les dirigeants locaux ou nationaux de la C.G.T., sans qu'il en soit référé à la BASE.

Les travailleurs jugeront...
Correspondant H. R.

A la S.M.N. Mondeville :

QUAND LA C.G.T. S'OPPOSE A LA VOLONTE DE LUTTE
DES TRAVAILLEURS ET FAIT LE JEU DU PATRONAT !

Nous recevons d'un travailleur une lettre accompagnée d'un tract du syndicat C.G.T. de la S.M.N.

Nous savions déjà que les dirigeants syndicaux s'enfonçaient chaque jour un peu plus dans la collaboration de classe, mais tout au moins, prenaient-ils la précaution de faire passer leur trahison par une argumentation habile. Or, cette fois, les bonzes C.G.T. ont voulu frapper un grand coup. Ils arrivent avec leurs gros sabots !

Les travailleurs de l'entreprise avaient décidé d'engager la lutte et avaient déclenché une grève pour obtenir la satisfaction de leurs revendications. Le syndicat C.F.D.T., lui-même, n'avait pas osé s'opposer à la décision de la base. Aussitôt la C.G.T. volait au secours du patron attaquant et les travailleurs et le syndicat C.F.D.T. accusés (!) d'aller à l'encontre de l'intérêt des travailleurs... ?

Surestimant la force du patron, il crie à l'aveugle : *L'objectif principal ne doit pas être la paralysie de la production, c'est là, méconnaître les grandes possibilités de manœuvre de la S.M.N. et engager le mouvement vers l'isolement*.

« Que les travailleurs de l'agglomération n'aient pas cru devoir prendre en considération nos mises en garde s'explique, mais que les dirigeants de la C.F.D.T. n'aient pas cru bon de s'y arrêter, est injustifiable », en dehors de la polémique et des

leçons de syndicalisme que la C.G.T. trouve bon d'adresser à la C.F.D.T., quel mépris pour la conscience de classe des travailleurs qui, selon la C.G.T., ne sont pas capables de décider eux-mêmes ce qu'il faut faire, face à l'exploitation dont ils sont les victimes.

Après des conseils et des rappels à l'ordre du même genre, le tract conclut :

« Il faut avoir le courage de regarder les choses en face, et nous proposons une nouvelle fois, aux camarades de l'agglomération, de suspendre leur grève en reprenant le travail dans l'unité, ce qui serait une preuve de leur cohésion, c'est le meilleur moyen de conserver toute leur force ».

Unité, camarade ! pour travailler dans le calme et la dignité et se faire exploiter tous ensemble.

Notre correspondant nous signale que la grève est terminée à la S.M.N., brisée, pourrait-on dire - et que la C.G.T. s'est discréditée parmi les travailleurs.

Nous les comprenons, on le serait à moins, chaque jour les sociaux traîtres se démasquent un peu plus.

La ligne de Grenelle, lancée par les dirigeants confédéraux, se poursuit partout, mais déjà bien des travailleurs ne se font plus d'illusion et, organisés dans les comités de bases, ils engagent des luttes victorieuses.

Un exemple de nationalisation en système capitaliste : L'E.D.F.

La presse nous apprend que le compte d'exploitation provisoire de l'E.D.F. présente un solde déficitaire de 167 millions de francs pour l'année 1968.

Diverses raisons spéieuses sont mises en avant : l'augmentation exagérée des dépenses (c'est-à-dire, notamment, des salaires), les répercussions des événements de mai, etc.

Bref, le fameux serpent de la pagaie.

Mais la vraie, la seule raison de ce déficit est modestement reléguée en queue de liste, quand elle n'est pas purement et simplement passée sous silence.

La voici donc : la baisse des prix « basse tension » hors taxes demandée au 1^{er} janvier 1968 par les pouvoirs publics pour compenser le relèvement des taux de T.V.A., — baisse consentie aux seuls capitalistes.

Or, la perte de recette correspondante

peut être évaluée — nous dit-on — à 210 millions de francs.

Le prétendu déficit de l'E.D.F. s'élevant à 167 millions — se transformerait donc en 43 millions de bénéfices — s'il n'y avait pas eu de nouveaux cadeaux aux trusts, venant s'ajouter à ceux résultant des tarifs anormalement bas consentis à ces mêmes trusts dès avant le 1^{er} janvier 1968.

Qui paiera ces nouvelles libéralités du pouvoir aux monopoles. D'une part, les travailleurs, sous forme d'impôts, et d'autre part, les salariés de l'E.D.F., au moyen du blocage de leurs salaires, que l'on justifiera précisément par le « déficit »... Passez muscade !

Cela n'empêchera pas révisionnistes et réformistes de tout poil de continuer à se faire les chantages inconditionnels des nationalisations en système capitaliste.

Mais les travailleurs savent à quoi s'en tenir sur cette prétendue panacée...

Dans notre courrier

Chers camarades,

Je me permets de vous donner des conseils sur la diffusion : Agé de 71 ans, je diffuse la presse ouvrière depuis l'âge de 23 ans...

Nous avons créé en 1921, le premier journal communiste local, dont j'étais actionnaire et inspecteur diffuseur bénévole. J'appartenais au groupe Clarté (Barbusse et P.V.-Couturier) et aux Jeunesses Communistes, avant la création du P.C.

Tous les jeunes qui vendent le journal devraient avoir une carte d'inspecteur de vente (bénévole), qui leur donne le droit de contrôler la vente dans les dépôts de l'agence Hachette (NMPP). Les agents sont obligés de nous fournir la liste et la prise de chaque dépôt.

De cette façon, vous pourriez faire augmenter ou diminuer, sans attendre le bon vouloir des saboteurs (1).

En 1921, nous étions des minoritaires boycottés et tous les marchands pour la plupart cachaient notre journal.

Vos affiches sont arrachées par les révisionnistes. Aussi, pour vous imposer, vous devriez nous faire des millions de tracts que nous pourrions mettre dans toutes les boîtes aux lettres (1).

Nous avons bagarré durement pour imposer les 21 conditions de Lénine. Elles sont toujours d'actualité et pourraient faire l'objet d'une explication d'une ou plusieurs conditions chaque semaine. A l'époque, des élus les ont voté pour garder leur mandat.

Nous avons eu une période où le Parti avait exigé 10 % d'intellectuels candidats aux élections contre 90 % de manuels. A cette époque des députés et des conseillers généraux ont quitté le Parti à cause de ces clauses.

Sincères salutations.

Un vétéran.

(1) Nous sommes en train de réaliser des cartes et des tracts de ce type.

H. R.

CHEMINOT DES BANLIEUES

Cheminot des banlieues

En occupant la voie

Tu ouvres la voie

De ta libération

Tu paralyse les artères

Du monstre exploiteur.

Cheminots des banlieues

La victoire est à vous

C'est elle

Que vous brandissez

En occupant vos gares.

(Un lecteur d'Antony)

ELECTIONS UNIVERSITAIRES

A SORBONNE - CENSIER
LE GOUVERNEMENT
TRUQUE LES CHIFFRES

MAIS PRES DE 3/4
DES ETUDIANTS
NE PARTICIPENT PAS

Tout est bon au gouvernement pour faire croire que les étudiants approuvent massivement la participation : répression brutale contre les adversaires de la loi Faure, basse démagogie vis-à-vis des étudiants hésitants et, pour finir... trucage des chiffres. Edgar Faure a misé un peu vite sur un fort pourcentage de votants pour berner l'opinion avec sa camelote démagogique. Mais comme, finalement, une majorité d'étudiants ne croit pas aux bienfaits de la participation, il ne lui reste qu'une seule ressource : mentir sur les faits.

A Sorbonne-Censier, les élections aux Conseils paritaires sont terminées depuis une dizaine de jours. Officiellement, le gouvernement annonce une participation de 39,45 %. Qu'en est-il en réalité ?

Le chiffre officiel est une falsification pure et simple. En effet, il est calculé sur le nombre d'inscrits sur les listes électorales qui est d'environ 25 000 et non sur celui d'inscrits en faculté qui est de 38 000. Dans de nombreux cas, les étudiants n'étaient pas inscrits d'office sur les listes électorales, et une bonne partie d'entre eux a jugé inutile de s'inscrire pour des élections auxquelles ils ne tenaient pas à participer. Ainsi, ce n'est pas 9 850 étudiants sur 25 000 qui ont voté, mais seulement 9 850 sur 38 000, ce qui équivaut à un pourcentage de l'ordre de 26 à 28 % (l'imprécision étant due au fait que certains, quelques centaines tout au plus, ont pu voter dans d'autres facultés où ils sont également inscrits).

Le résultat réel des élections, c'est donc que près des trois quarts des étudiants de Sorbonne-Censier ne sont pas tombés dans le piège de la participation. Les Conseils élus, dans lesquels les révisionnistes de l'U.E.C., disputent aux gaullistes, les sièges de larbins de la répression, ne représentent en fait que leur nombril.

Ce résultat est un succès. Il traduit le maintien d'un fort courant anticapitaliste au sein des étudiants. Il aurait pu cependant être beaucoup plus brillant si les Comités d'Action avaient su impulser plus vigoureusement une campagne d'explication à la base, sur la nature de la participation qui, sous couvert de responsabilité, vise, en fait, à soumettre plus étroitement l'Université au grand capital, en faisant réprimer les étudiants progressistes par la partie la plus réactionnaire des étudiants, révisionnistes en tête.

On constate, en effet, depuis plusieurs mois, l'existence, dans les C.A.,

d'un courant gauchiste qui néglige la nécessité de prendre en compte le niveau de conscience réel des étudiants et de mener des explications patientes et approfondies en direction des hésitants que pourrait toucher la démagogie gouvernementale. En outre, ces mêmes camarades remettent toujours à plus tard la nécessité de démasquer sur toute la ligne le révisionnisme en tant que plus sûr allié de la bourgeoisie. De la sorte, les révisionnistes peuvent encore berner bon nombre d'étudiants progressistes qui ne comprennent pas le rôle contre-révolutionnaire que jouent partout, aujourd'hui, les révisionnistes modernes.

Ainsi, lorsque les révisionnistes citent Lénine pour justifier leur participation aux élections, il ne suffit pas de répondre que Lénine s'opposait au boycott des doumas tsaristes pour la simple raison que celles-ci pouvaient servir de tribune au bolcheviks (ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui, des Conseils paritaires, les révolutionnaires disposant en facultés d'autres tribunes beaucoup plus en vue [A.G., C.A., etc.]), mais il faut, en outre, montrer que cette dénaturation s'inscrit parmi beaucoup d'autres qui servent à justifier la ligne capitalarde et démobilitatrice du P. « C » F. Pour balayer partout l'influence du révisionnisme, sa dénonciation sur des points précis ne serait rien, si elle n'aboutissait pas à la démonstration, devant les masses, de la nocivité de toute la ligne contre-révolutionnaire du révisionnisme.

A présent, les Conseils Paritaires sont en place. La bande de réactionnaires qui s'y trouve, va s'efforcer de concert avec le gouvernement, de saper la lutte des étudiants. A Sorbonne-Censier, Edgar Faure a déjà perdu la bataille des élections, mais il lui reste l'espoir de gagner la prochaine bataille : la mise en place de la dictature directe des capitalistes à l'Université. Mais, en engageant une lutte résolue contre les Conseils Paritaires et la répression, en s'opposant fermement à la sélection sous toutes ses formes, « contrôle continu des connaissances » y compris, en amenant la bataille sur un terrain directement politique, antimonopoliste et anticapitaliste, en liant leurs luttes à celles des ouvriers révolutionnaires, les étudiants révolutionnaires seront capables de riposter efficacement aux manœuvres de la bourgeoisie.

Groupe de diffusion
« Humanité Rouge »
Sorbonne-Censier.

CENSIER : Halte aux provocations fascistes !

Vendredi 21 à 19 h 45 entre 300 et 500 barbouzes, anciens de la 2^e D.B. et autres hommes de main fascistes de 35 à 40 ans, armés de barres de fer et de rasoirs, ont fait une « visite » à la faculté de Censier. Cette « visite » faite suite à une campagne des C.D.R. ; ceux-ci, dans leurs tracts appelaient la population à aller « constater objectivement » les dégâts commis par les étudiants (graffitis sur les murs, etc.). Les C.D.R. voulaient, par cette campagne, isoler les étudiants pour mieux les livrer à la répression, que ce soit celle du pouvoir ou des fascistes, les tracts exploitaient démagogiquement le thème « vous paierez plus d'impôts à cause des étudiants »... mais qu'en est-il de cette « constatation objective » ?

En fait les graffitis ne sont qu'un prétexte : le commando fasciste du 21, guidé par un indicateur, a ratissé les couloirs insulté et menacé les étudiants et les professeurs.

Les « visiteurs » ont tailladé avec sauvagerie le visage d'un étudiant à l'aide de lames de rasoir, menacé de « faire lécher les murs » à d'autres. Après avoir fait régner la terreur et repéré les locaux syndicaux, ils ont quitté la faculté vers 21 h 30.

Mardi, l'U.N.I. (Organisation « étudiante » fasciste) revendique la visite. Tout est clair : le but des « visites » par les C.D.R. est de terroriser les étudiants pour en briser le mouvement.

Les nervis de l'U.N.I. et de la 2^e D.B. avaient promis de revenir jeudi soir : la riposte des étudiants s'est vite organisée devant la menace fasciste.

Aux actions provocatrices des commandos fascistes les étudiants ont opposé une riposte de masse. Une campagne de mobilisation fut activement menée et jeudi

Faute de place, nous publierons dans le prochain numéro, un compte rendu de la ferme riposte opposée par les militants de Sciences Po aux provocations fascistes, le 19 mars notamment.

3 000 étudiants étaient à la faculté pour organiser la défense de la faculté, aux accents de l'Internationale, de la Jeune Garde et de l'Appel du Komintern. Les drapeaux rouges et du F.N.L. étaient hissés sur Censier. Les fascistes ne sont pas venus... Ils ont reculé devant la mobilisation étudiante.

Le caractère principal de cette mobilisation fut l'esprit de combativité des étudiants ; au moment où le pouvoir « légalise » la répression contre le mouvement étudiant par la nouvelle loi d'Edgar Faure sur les « sanctions disciplinaires et pénales » à l'Université et lance sa milice privée agresseur physiquement les étudiants, les militants progressistes doivent tirer les leçons de cette mobilisation et orienter leurs forces dans le sens d'un travail politique à la base, qui sera certes, de longue haleine, mais en fin de compte payant, contre la fascisation. La dictature bourgeoise se fait en effet de plus en plus terroriste à l'université et dans les lycées (depuis quelque temps de nombreux lycées ont été envahis par des bandes fascistes armées ou des « parents d'élèves » solidement encadrés par des barbouzes). La bourgeoisie expérimente les méthodes de répression qu'elle utilisera en grand — et qu'elle utilise déjà (cf. Hachette, H.R. n° 5) — contre le mouvement ouvrier : loi fasciste et attaque de commandos.

Le pouvoir s'occupe d'abord des étudiants et fait tout pour isoler leur lutte de celle des ouvriers et se retournera ensuite contre les ouvriers. Les travailleurs et les étudiants ne se laisseront pas désunir, les étudiants riposteront du tac au tac aux provocations fascistes.

Halte aux provocations fascistes !



Des miliciennes traquent l'ennemi dans Saïgon, durant l'actuelle offensive généralisée du front.

V I E T N A M

LES IMPÉRIALISTES YANKEES

JOUENT

LEURS DERNIÈRES CARTES

De fanfaronnades en fanfaronnades (les Westmoreland, Cabot Lodge et autre Johnson se sont disqualifiés en même temps que le « prestige d'invincibilité des armées U.S. ».

En misant aujourd'hui sur une « retraite honorable » des armées américaines, battues à plate-couture au Vietnam, Nixon et son équipe suivent encore les mêmes voies que ses prédécesseurs : il est en fait obligé « d'américaniser » plus que jamais la démente agression contre le peuple vietnamien, alors qu'il parle de « désaméricaniser » la guerre, de faire croire que le régime fantoche pourrait « remercier ses alliés » et « faire la paix honorable avec le F.N.L. ».

Entre ses paroles de « paix au Vietnam » et ses actes de guerre, les contradictions s'accroissent donc à un point jamais atteint au sein du camp impérialiste. De nombreux groupes monopoles américains misent, par exemple aujourd'hui, sur de plus rentables affaires que ce gouffre à dollars. Passe encore que des dizaines de milliers de « boys » y laissent leur peau, disent-ils, mais que cela entraîne une « agitation » sociale et politique dans le monde entier et jusqu'aux Etats-Unis, c'en est trop ! Il est plus « sage » pour le business des Rockefeller et autres Ford, de placer ses gros sous dans la coexistence pacifique de la Maison Blanche avec le Kremlin « blanchi »... Alors au diable nos marionnettes encombrantes de la « liberté » à Saïgon !

Seulement, il faut sauver les meubles, ou au moins l'honneur des Etats-Unis, qui n'ont jamais été battus... officiellement.

D'où la comédie des déclarations « pacifistes » du fantoche Thieu, qui est chargé de ménager cette sortie « honorable » à ses maîtres, s'il se peut !...

DE GRANDES DECISIONS, DE GRANDES ILLUSIONS

Selon la presse et la radio-télévision bourgeoise « le Vietcong » aurait brutalement claqué la porte de la paix ouverte par Thieu, « président du Sud-Vietnam ». Telle est la misérable souris que vient d'accoucher une montagne de propagande américaine : depuis plusieurs semaines, on préparait l'opinion à attendre du « discret et efficace » Nixon de grandes décisions. Celui-ci a effectivement réuni à plusieurs reprises ses généraux, ambassadeurs et autres « spécialistes des affaires » du

Sud-Est asiatique. Mais, ne pouvant que constater l'ampleur de leur échec militaire et politique au Vietnam, les milieux dirigeants de l'impérialisme américain en sont réduits au silence... éloquent. Ils croient se sortir du guépier vietnamien d'une pirouette, consistant à « désaméricaniser » la guerre du Vietnam.

Dans ce but, le porte-parole de la Maison Blanche déguisé en « président du Sud-Vietnam », le général Thieu, est payé d'un solide compte en banque (à l'étranger !) pour dire en substance : « Je reconnais le F.N.L., je veux discuter directement », en ajoutant — comble de l'inconscience ! — que celui-ci doit accepter de se dissoudre !!!

La montagne a bien accouché d'une souris, d'une chauve-souris dégénérée en Colombe de la « Paix au Vietnam » !

Cette propagande continue des américano-fantoches finit par se retourner contre eux, grâce à la fermeté des représentants à Paris du peuple vietnamien en armes. Grâce surtout aux immenses victoires remportées par les six semaines d'offensives généralisées des héroïques Forces Armées Populaires de Libération du Sud-Vietnam contre les repaires exigus des forces d'agression impérialistes, et de celles, en décomposition rapide des fantoches.

Qui, en effet, pourrait, aujourd'hui, douter que la « République » du Sud-Vietnam pourrait survivre, ne serait-ce que quelque temps, à une réelle « désaméricanisation » de la guerre ? Qui est à deux doigts de se dissoudre sinon le pouvoir fantoche, dont les agents locaux, traités à la cause sacrée de la nation vietnamienne, ou bien se sont rachetés, ou bien ont été éliminés, ou bien tremblent de peur et d'impuissance jusque dans les beaux quartiers... américains de Saïgon ?

Qui, enfin, a des « solutions de rechange » pour le Sud-Vietnam sinon le F.N.L., l'organisateur de la victoire du peuple vietnamien dont les comités révolutionnaires existent partout, jusque dans les villes encore provisoirement occupées par l'ennemi ?

LA PAIX NE PEUT SIGNIFIER QUE LA VICTOIRE TOTALE

Les réponses à cette propagande effrénée des impérialistes américains et de leurs fantoches sont donc claires ; sur le terrain, la tactique de « harcèlement » comme le reconnaît le Monde,

et sur le terrain diplomatique de Paris, la même tactique de harcèlement : « La solution politique du problème vietnamien passe par les cinq points du F.N.L. et les quatre points de la R.D.V. ! »

Tout ce qui s'en écarte rejoint la poubelle immense des « paroles de paix » proférées à coups de crimes monstrueux pendant neuf années d'escalades, par les Kennedy, Johnson et actuellement Nixon. Johnson y a finalement perdu son fauteuil présidentiel, et Nixon ne pourra pas faire semblant de suivre une autre politique, en faisant jouer sa marionnette Thieu. C'est bien ce que soulignent les camarades Tran Buu Kiem et Xanthuy, se servant de la conférence de Paris comme d'une tribune internationale puissante pour faire échec aux manœuvres de diversion impérialistes :

Le chef de la délégation du F.N.L. souligne que les rodomontades de Thieu sont « seulement une manœuvre de l'administration Nixon pour dissimuler sa politique d'intensification de la guerre au Vietnam du Sud » et celui de la R.D.V. qu'il s'agit d'« une mascarade pour calmer l'opinion publique, qui exige la fin de la guerre américaine d'agression au Vietnam, et le retrait de toutes les forces américaines et satellites ».

Citons enfin le général Vo Nguyen Giap, commandant en chef des forces nord-vietnamiennes (interview publiée par l'hebdomadaire milanais l'Européen, le 28 mars) :

« Nous n'abandonnons pas nos positions. Nous ne sommes pas pressés. Pendant que les délégués discutent, nous continuons la guerre. Nous aimons la paix, mais nous ne voulons pas une paix obtenue à n'importe quel prix. La paix, pour nous, ne peut signifier que la victoire totale, le départ des Américains. Tout compromis serait une menace d'esclavage, et nous préférons la mort à l'esclavage. »

« Leur défaite, conclut le général Giap, réside dans le fait qu'ils n'ont rien obtenu sur le plan politique, malgré l'énorme machine militaire dont ils disposent. »

- Vive la guerre révolutionnaire du peuple vietnamien !
- A bas la propagande impérialiste !
- Les agresseurs américains quitteront, battus, le Vietnam héroïque !

ESPAGNE

LA LUTTE CONTINUE !

Avec ou sans soi-disante amnistie, avec ou sans état d'exception, les partis d'opposition restent illégaux, la presse antifranquiste interdite, sa diffusion réprimée. La politique franquiste commet nombre d'actes arbitraires, arrête, emprisonne, torture.

Mais rien n'y fait.

Le développement des luttes populaires de la classe ouvrière et des étudiants révolutionnaires inquiète le régime franquiste. L'état d'exception n'aura été qu'une tentative d'intimidation qui a mis à nu le vrai visage du régime et confirmé la trahison des révisionnistes espagnols. Leurs chefs, Carrillo et Ibarri, continuent à prôner le « passage pacifique », la « réconciliation nationale » entre républicains et fascistes de l'époque de la guerre civile :

Il y a une « rupture des avocats avec la dictature » ; « quelques évêques commencent à élever la voix », « certains secteurs de la bourgeoisie se mettent aussi en mouvement », « la police même, à part quelques lamentables exceptions, ne témoigne pas d'un grand zèle », « de hauts fonctionnaires manifestent leur désaccord avec la dictature » et « la politique du parti communiste préconisant un rapprochement entre le peuple et l'armée rencontre dans les rangs de celle-ci... un écho favorable ».

(« Humanité dimanche », du 9 février 1969. Interview de Carrillo).

Si l'on en croit le révisionniste Carrillo, bourgeois, financiers, police, armée, sont prêts à renverser le régime !... Il n'y a qu'à attendre !

« Tout doit être oublié, le peuple doit arrêter de s'entredéchirer et appuyer les éléments évolutionnistes du gouvernement pour installer un régime démocratique ».

Quelle que soit l'ampleur de cette trahison révisionniste, les révolutionnaires espagnols continuent à lutter et combattre le capitalisme, l'impérialisme et le révisionnisme.

D'où les récentes manœuvres de « libéralisation » de Franco. Dont on sait qu'il use encore plus mal de la politique de la carotte que de celle du bâton !

Malgré les manœuvres franquistes, malgré les trahisons révisionnistes, le peuple espagnol se libérera de l'oppression.

DERNIÈRE NOUVELLE :

Manifestations anti-américaines à Madrid

Pour le quatrième jour consécutif des groupes de jeunes ouvriers et étudiants ont manifesté devant divers édifices où sont installées des entreprises américaines, notamment l'hôtel Castellana Hilton.

Ils montrent ainsi à l'occupant yankee leur résolution de mener la lutte contre le renouvellement du sale accord yankee-Franquiste sur les bases militaires U.S. en Espagne et pour le départ des troupes U.S. du territoire national.

La nouvelle muse du péril jaune : EVOUCHENKO

Extrait de « Provence Rouge », n° 28.

Le « poète » (sic) russe Evtouchenko n'est pas un inconnu. Ses écrits traînant Staline dans la boue et exaltant le communisme de Goulasch font se pâmer d'aise les esthètes de « gauche ». Ces mêmes esthètes ont passé sous silence le pèlerinage de ce triste personnage à Fatima et son engouement pour le régime franquiste...

Mais Evtouchenko, qui est toujours un des plus brillants ornements de l'Union des « écrivains » soviétiques, vient d'atteindre un nouveau sommet dans la littérature pourrie désormais à l'honneur sous le règne des nouveaux Tsars de Moscou.

La source de son inspiration ? La croisade antichinoise voyons ! Ce cher homme, pas encore remis de son effroi devant la Révolution Culturelle, ne se sent plus depuis que ses maîtres ont commencé leurs provocations armées contre la Chine.

Nouveau Déroulède, il vient d'écrire un « poème » que la « Gazette Littéraire » de Moscou, à publier. Nous nous en voudrions de priver nos lecteurs des passages les plus remarquables de cette œuvre délirante :

« Histoire, prends note : le rouge gardisme se transforme toujours en meurtre. »

« Des taches sanglantes jon-

chent les neiges de taches rouges comme les livres de citations de Mao... »

« Et si nous y sommes contraints, nous coifferons le casque, non seulement pour la Russie et pour la foi, mais pour nos quinze républiques, pour n'importe quelle petite gare et aussi pour les enfants chinois attachés au dos des paysannes... »

« Vladimir et Kiev, vous voyez dans le crépuscule brumeux les nouvelles hordes tartares, qui ont des bombes dans leurs carquois. »

Il parle en termes racistes des paysannes chinoises (qui, évidemment, ne sont pas strip-teaseuses !). C'est digne de lui.

Mais son évocation des « hordes tartares » est digne de Göbbels et de Jean Nocher. Qu'en penseront les citoyens des républiques soviétiques de Tartarie ou du Turkménistan ? Il y a pourtant, sur le papier, des lois qui punissent le racisme en URSS... sans doute sont-elles lettre morte, comme le socialisme lui-même, à Moscou.

Les peuples soviétiques, y compris les descendants des « hordes tartares » se chargeront, et plus tôt que le pensent les admirateurs du triste Evtouchenko, de mettre celui-ci et ses employeurs à leur vraie place ; la poubelle de l'Histoire.

L'Armée Populaire de Libération chinoise...



Soldats et civils en armes assurent ensemble la défense de la patrie socialiste

Chaque système a son armée : l'armée de la bourgeoisie sert à maintenir la dictature de la bourgeoisie. L'armée du prolétariat défend les intérêts du peuple.

L'Armée Rouge des ouvriers et des paysans de Chine, devenue, au début de l'invasion japonaise, l'Armée Populaire de Libération, est une force combattante au service du peuple. Elle a été forgée au cours des vingt années de lutte révolutionnaire contre les propriétaires fonciers, contre les envahisseurs japonais, puis contre Tchang Kai Tchek et l'impérialisme américain. Très tôt, les masses l'appelèrent « Armée de notre chair et de notre sang », exprimant ainsi l'attachement profond qu'elles lui portaient.

Durant la période de lutte armée, l'Armée populaire de Libération ne s'est pas contentée de combattre ; agissant sous la direction du Parti communiste chinois, elle a accompli un travail politique important. Par son exemple et en menant une propagande active parmi les masses, elle a fait germer les graines de la révolution partout sur son passage. C'est elle qui, souvent, aidait à mettre en place les organisations du Parti dans les villages qu'elle libérait. C'est elle qui aidait les paysans à organiser des milices populaires pour défendre les villages et harceler l'ennemi. L'A.P.L. n'a jamais été un poids pour les masses, participant avec elles au travail productif, combattant pour elles, elle a toujours appliqué dans son action le principe de « Servir le peuple », sa devise.

Après la libération, l'A.P.L. a conservé les belles traditions de la guerre de résistance. Elle est devenue le pilier de la dictature du prolétariat. Ses héros sont des modèles de dévouement pour le peuple, de fidélité au Parti et à la patrie socialiste, d'internationalisme prolétarien.

Les jeunes soldats s'inspirent de l'exemple de Houang Ki-Kouang, membre du « corps des volontaires du peuple chinois » en Corée, qui boucha de son corps la meurtrière d'un blockhaus ennemi pour favoriser la progression de ses camarades ; de Lei Feng, jeune soldat de 23 ans, mort en accomplissant un travail productif au service du peuple ; Mai Hsien Teh, héros des forces navales de l'A.P.L. : au cours d'un combat contre deux navires de Tchang Kai Tchek qui avaient pénétré dans les eaux territoriales chinoises, ce jeune mécanicien, bien que très gravement blessé à la tête, veilla au bon fonctionnement des machines jusqu'à la fin du combat.

Un autre héros de l'A.P.L., Wang Kie, écrivait dans son journal : « Je suis résolu à reprendre la grande tradition de l'armée révolutionnaire, à suivre l'exemple des héros comme Tong Tsouen-jouei, Houang Ki-kouang, An Yé-nim et Lei Feing. Je veux verser mon sang sur les champs de bataille, donner ma vie, mais non plier devant l'ennemi. En temps de paix, j'accomplirai volontiers les tâches ordinaires, je ferai ma joie des tâches ordinaires. Je veux être un soldat du type de Lei Feng, un bon soldat du Président Mao ; je veux consacrer ma vie limitée au service illimité du peuple, offrir mon beau printemps à la patrie, à l'entreprise la plus belle de l'humanité ».

Il écrivait encore :

Actuellement, les deux tiers de la population mondiale ne sont pas encore libérés et souffrent toujours. Un combattant révolutionnaire doit avoir des idéaux élevés : il doit avoir le pays en son cœur et étendre son horizon au monde entier ; il ne doit pas penser seulement à ses intérêts personnels et oublier la libération des peuples qui souffrent.

Ces exemples montrent ce qu'est l'esprit de l'A.P.L., et à quel point elle est différente d'une armée bourgeoise.

Avant que la Révolution Culturelle soit déclenchée dans tout le pays, un grand mouvement d'éducation socialiste se développa dans l'A.P.L., sous la direction de Lin Piao.

A cette époque, sous l'influence révisionniste de Peng Teh-houai, alors commandant en chef de l'A.P.L., des erreurs graves se développaient dans l'armée. Peng Teh-houai n'avait pas confiance dans les masses ; il attachait plus d'importance au matériel qu'aux hommes ; il s'opposait systématiquement aux milices populaires, prétendant que, seule l'armée régulière pouvait défendre le pays. Il répandait un point de vue erroné, selon lequel « l'armée n'aurait pas besoin de la direction du Parti ». Il faisait tout son possible pour couper l'armée du travail productif. A l'intérieur de l'A.P.L., les rapports entre les officiers et les soldats, entre les cadres et la base, devenaient de plus en plus difficiles, la hiérarchie entre les différents grades était de plus en plus lourde.

En fait, le but de Peng Teh-houai était de briser les liens si précieux unissant l'armée et le peuple,

... une armée
au service
du peuple



Un soldat médecin faisant une visite de contrôle dans une famille paysanne.

de transformer l'armée du peuple en une vulgaire armée de « culottes de peau », comme il en existe dans les pays capitalistes et révisionnistes.

C'est contre cette ligue que fut déclenché le Mouvement d'éducation socialiste ; il aboutit à la destitution de Peng Teh-houai ; on supprima les grades, le travail productif des soldats aux côtés des masses fut renforcé. Mais surtout, le Mouvement d'éducation socialiste éleva considérablement le niveau général des soldats, il fit de l'A.P.L. une force politique entièrement dévouée au Parti et à la ligne révolutionnaire du Président Mao.

L'A.P.L., UNE GRANDE ECOLE DE LA PENSEE DE MAO TSE-TOUNG

Depuis toujours, l'A.P.L. a mis au 1^{er} rang de ses tâches, le travail idéologique. Mao Tsé-toung écrivait déjà au moment de la création de la première base rouge dans les Monts Tsing kang :

« Grâce au travail d'éducation politique qui a été accompli, les soldats de l'Armée rouge ont tous la conscience de classe ; ils ont acquis des notions générales, notamment sur la distribution des terres, l'instauration du pouvoir, l'armement des ouvriers et des paysans ; ils savent qu'ils se battent pour eux-mêmes, pour la classe ouvrière et la paysannerie ; c'est pourquoi, malgré l'âpreté de la lutte, ils ne se plaignent pas ».

Grâce à ce travail, les soldats de l'A.P.L. sont des modèles pour tout le pays dans la lutte contre l'individualisme, par leur dévouement au peuple et leur internationalisme.

A l'issue du Mouvement d'éducation socialiste, les soldats ont réuni les citations de Mao Tsé-toung qui leur avaient été le plus utiles dans leur lutte contre les conceptions erronées de Peng Teh-houai. Le « petit

Servir le peuple est l'allocution prononcée par notre grand guide, le Président Mao, le 8 septembre 1944 à la réunion tenue par les organismes dépendant directement du Comité central du Parti communiste chinois pour honorer la mémoire du camarade Tchang Se-teh. Ce chef-d'œuvre ainsi que deux autres de ses brillantes œuvres : A la mémoire de Norman Bethune et Comment Yukong déplaça les montagnes, sont appelés les « trois articles les plus lus ». Ils sont devenus des « manuels » indispensables à chaque révolutionnaire pour encourager la conception prolétarienne du monde et constituent une puissante arme idéologique pour détruire l'égoïsme, promouvoir le dévouement à l'intérêt public et transformer l'homme au plus profond de lui-même. Au cours de ces 24 dernières années, la garde pensée renfermée dans les « trois articles les plus lus » a joué un rôle d'une portée incommensurable en transformant l'idéologie de l'individu, en formant des hommes nouveaux à l'esprit communiste et en faisant progresser la cause révolutionnaire.

Notre Parti communiste ainsi que la 8^e Armée de Route et la Nouvelle 4^e Armée qu'il dirige sont des forces révolutionnaires, totalement dévouées à la libération du peuple et travaillant entièrement dans l'intérêt de ce dernier. Le camarade Tchang Se-teh (1) fut un de ceux qui servaient dans leurs rangs.

Tout homme doit mourir un jour, mais toutes les morts n'ont pas la même signification. Un écrivain de la Chine antique, Sema Tsiem, disait : « Certes, les hommes sont mortels ; mais certaines morts ont plus de poids que le mont Taichan, d'autres en ont moins qu'une plume. » (2) Mourir pour les intérêts du peuple a plus de poids que le mont Taichan, mais se dépenser au service des fascistes et mourir pour les exploités et les opprimés a moins de poids qu'une plume. Le camarade Tchang Se-teh est mort en servant les intérêts du peuple, et sa mort a plus de poids que le mont Taichan.

Nous servons le peuple et ne craignons donc pas, si nous avons des insuffisances, qu'on les relève et qu'on les critique. Chacun, quel qu'il soit, peut les relever. S'il a raison, nous nous corrigerons. Si ce qu'il propose est utile au peuple, nous agirons en conséquence. La suggestion d'avoir « des troupes meilleures et une administration simplifiée » (3) a été faite par M. Li Ting-ming (4), qui n'est pas communiste ; cette idée était bonne, elle était utile au peuple, nous l'avons donc adoptée. Si, dans l'intérêt du peuple, nous persévérons dans ce qui est juste et corrigeons ce qui est erroné, tout s'épanouira dans nos rangs.

Venant de tous les coins du pays, nous nous sommes retrouvés ici en vue d'un objectif révolutionnaire commun, vers lequel nous devons poursuivre notre route avec l'immense majorité du peuple. Aujourd'hui, nous dirigeons déjà des bases d'appui de 91 millions d'habitants (5), mais cela n'est pas suffisant ; il nous en faut de plus vastes si nous voulons libérer toute la nation. Que nos camarades, dans les moments difficiles, ne perdent pas de vue nos succès, qu'ils discernent notre avenir lumineux et redoublent de courage. Le peuple chinois est dans le malheur, nous avons le devoir de l'en tirer, pour cela, il faut lutter de toutes nos forces. Or, quand il

SERVIR LE PEUPLE

il y a lutte, il y a sacrifice : la mort est chose fréquente. Comme nous avons à cœur les intérêts du peuple, les souffrances de la grande majorité du peuple, mourir pour lui, c'est donner à notre mort toute sa signification. Néanmoins, nous devons réduire au minimum les sacrifices inutiles. Il faut que nos cadres se soucient de chaque combattant, et tous, dans les rangs de la révolution, doivent veiller les uns sur les autres, s'aimer et s'entraider.

Désormais, quand l'un des nôtres viendra à manquer, fût-il cuisinier ou soldat, nous devrons, pour peu qu'il ait fait œuvre utile, célébrer ses obsèques en tenant une réunion pour honorer son souvenir. Cela doit devenir une règle. Cette pratique est à introduire également dans la population. Lorsque quelqu'un mourra dans un village, on organisera une réunion à sa mémoire. Ainsi, en exprimant notre affliction, nous contribuerons à l'union du peuple tout entier.

(1) Soldat du Régiment de la Garde du Comité Central du Parti communiste chinois, il fut un communiste qui servit loyalement les intérêts du peuple. Il se joignit à la Révolution en 1933, fit la Longue Marche et fut blessé en service, le 5 septembre 1944, alors qu'il fabriquait du charbon de bois dans les montagnes du district d'Ansaï, dans le Chensi du Nord. Il périt par suite de l'écroulement d'une meule.

(2) Sema Tsiem, célèbre écrivain et historien chinois du 2^e siècle av. J.-C., auteur de « Mémoires historiques » en 130 chapitres. La citation est tirée de sa « Réponse à la lettre de Jen Chao-king ».

(3) Importante politique appliquée par le Parti communiste chinois pendant la Guerre de Résistance contre le Japon et consistant, dans les bases d'appui anti-japonaises, en une simplification des organismes du Parti, du gouvernement et de l'armée, et en une réduction de leur personnel, notamment du personnel administratif et des effectifs non combattants de l'armée. Cela permettait d'alléger les charges du peuple et donnait à l'armée et à ces organismes plus de souplesse, de cohésion et d'efficacité pour mener la lutte contre les attaques et le blocus de l'envahisseur japonais et des réactionnaires du Kuomintang en vue de la victoire finale.

(4) Hobereau éclairé du Chensi du Nord, qui fut élu vice-président du gouvernement de la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia.

(5) Chiffre total de la population de la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia et des autres régions libérées créées dans le nord, le centre et le sud de la Chine.

livre rouge » ainsi créé et publié, en 1964, largement diffusé depuis, en Chine et dans le monde, guide la pratique révolutionnaire des peuples.

Au cours de la révolution culturelle, l'armée a joué un rôle important. Sans faire usage de ses armes, elle a soutenu résolument la « gauche révolutionnaire », c'est-à-dire les ouvriers, les paysans, les étudiants en lutte contre les dirigeants embourgeoisés qui, à l'intérieur comme à l'extérieur du Parti, essayaient de tirer le pays en arrière, de lui faire prendre comme en U.R.S.S., la voie du capitalisme.

L'A.P.L. de Chine est composée uniquement de volontaires, ouvriers et paysans. Il n'y a pas de service militaire obligatoire, mais les recrues ne manquent pas. Les commandants, si haut placés soient-ils, font un stage d'un mois par an dans une compagnie, comme simple soldat.

Les tâches actuelles de l'A.P.L. sont multiples : outre l'entraînement militaire intensif et la riposte à l'ennemi sur les côtes et le long des frontières, l'armée participe à toutes les activités du peuple : c'est elle qui entraîne les milices populaires. Elle participe à la production ; ses troupes de propagande artistique se déplacent sur les lieux de travail pour diffuser parmi les masses la pensée de Mao Tsé-toung ; ses équipes médicales rompent avec les conventions des médecins bourgeois ; entièrement dévouées au peuple, elles parviennent à guérir les maladies réputées incurables (par exemple, l'extraction d'une tumeur de 45 kg).

L'A.P.L. n'a donc rien à voir avec une armée impérialiste : ses combattants sont unis par une conscience révolutionnaire élevée. Dirigés par le Parti Communiste Chinois et par Mao Tsé-toung, ils sont fermement liés au peuple, c'est ce qui les rend invincibles.